

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 446

16 février 2016

### SOMMAIRE

Anglo Loma Investments .....	21408	IK Investment Partners B S.à r.l. ....	21366
Anglo Operations (International) Limited ...	21408	Immouboüill .....	21367
Arches Finance SA .....	21363	Indiramedia S.A. ....	21367
Atlante Lux S.à r.l. ....	21407	Intelligent-IP S.A. ....	21367
Branch office of Anglo American International Holdings Limited .....	21408	Intelsat Align S.à r.l. ....	21364
E.M. Menuiserie S.à r.l. ....	21367	It's Fresh Holdings .....	21366
ERIBancaire Luxembourg S.A. ....	21368	Libertas Invest 1 S.A. ....	21366
ERI Bancaire Luxembourg S.A. ....	21368	Roma Investments .....	21407
F. LODOMEZ Promotion Immobilière S.A. .....	21367	Roma Investments .....	21407
GDF SUEZ LNG SUPPLY S.A. ....	21369	Sapphire (Burnley) Nominee Limited .....	21362
Gesco SA .....	21369	SCL Prop Co. A S.à r.l. ....	21368
GFI S.A. ....	21364	SCL Prop Co. B S.à r.l. ....	21368
GFI S.A. ....	21365	Sécurité Services Installation Luxembourg SSI Lux S.à r.l. ....	21408
GFI S.A. ....	21365	Sunrise Communications International S.A. .....	21368
Glass Holding S.A. ....	21369	U - Propeller 2013-1 S.A. ....	21407
Goldwind International Penonome .....	21369	Valtech .....	21362
Green Utility (I) Feeder SICAV-SIF .....	21364	Vestigia .....	21362
Green Utility SICAV-SIF .....	21364	Vinci Real Estate Management .....	21363
GSG Athena S.à r.l. ....	21365	Vingt-et-Unième Siècle Holding S.A. SPF ....	21363
H.T.Z. S.à r.l. ....	21365	Wimil S.A. ....	21362
IFC S.A. ....	21366	Windpower Invest I .....	21363

**Sapphire (Burnley) Nominee Limited, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 14.482.723,00.**

Siège de direction effectif: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 168.808.

—  
Par résolutions signées en date du 30 novembre 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Bruno Bagnouls, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

2. Nomination de Romain Delvert, avec adresse professionnelle au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197241/15.

(150220187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Valtech, Société Européenne.**

**Capital social: EUR 3.330.923,32.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 200.337.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 20 octobre 2015*

Après en avoir délibéré le Conseil d'administration décide de transférer le siège social de la société au 30, boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg, à compter du 4 décembre 2015.

Valtech  
Société Européenne  
16, rue Notre-Dame  
L-2240 Luxembourg

Référence de publication: 2015197381/15.

(150221189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Vestigia, Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 104.507.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 30 octobre 2015*

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2016, Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015197388/13.

(150221121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Wimil S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9753 Heinersheid, 95, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 50.861.

—  
Par la présente, nous vous remettons notre démission, avec effet immédiat, en qualité d'administrateur de votre société.

Le 9 novembre 2015.

F TOUSSAINT

*Administrateur délégué*

Référence de publication: 2015197409/11.

(150220546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Vinci Real Estate Management, Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 101.911.

*Extrait du procès-verbal d'une réunion de l'assemblée générale tenue au siège social le 26 juin 2015*

*Dépôt complémentaire au dépôt L150174315 du 25/09/2015*

L'Assemblée décide de confirmer la cooptation d'Ambrym Investment SA au poste d'administrateur en remplacement de MALIBARO SA SPF suite à la démission de cette dernière, avec effet rétroactif au 10 février 2015. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale de 2018.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015197395/13.

(150221204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Vingt-et-Unième Siècle Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 71.851.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle en date du 9 octobre 2015*

La dénomination du Commissaire aux Comptes, à savoir la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl, ayant son siège au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a changé en ACCOUNTIS S.à.r.l. Dès lors, il y a lieu de procéder à la modification auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

VINGT-ET-UNIEME SIECLE HOLDING S.A. S.P.F.

Référence de publication: 2015197397/14.

(150220656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Windpower Invest I, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 193.271.

Es wird mitgeteilt, dass Herr Dominik von Wissel als Geschäftsführungsmitglied mit Wirkung zum 23. November 2015 zurückgetreten ist.

Die alleinige Gesellschafterin hat beschlossen, Herrn Heiner Roskothen, beruflich ansässig in Valentinskamp 70, D-20355 Hamburg, mit Wirkung zum 23. November 2015 auf unbegrenzte Zeit als zusätzlichen Geschäftsführer zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015197402/13.

(150220844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

---

**Arches Finance SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 124.597.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 20 novembre 2015*

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 20 Novembre 2015 que:

1 - L'Assemblée générale approuve la nomination de Monsieur Patrick SABIA en tant qu'administrateur de Classe Majoritaire, demeurant professionnellement au 11, avenue Emile Reuter L 2420 Luxembourg

Le mandat de Monsieur Patrick SABIA prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes clôturant au 31 décembre 2018.

Le bureau

Référence de publication: 2015197471/14.

(150222403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Green Utility (I) Feeder SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 150.035.

—  
Par contrat signé en date du 24 novembre 2015, SAMAG, en sa qualité de «Geschäftsführende Komplementär» avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a nommé à son remplacement en vertu de l'article 13.1 des statuts de la société, SAMAG Europe S.à r.l., avec siège social au 7, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, au mandat de «Geschäftsführer» avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197847/14.

(150221844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**GFI S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 176.507.

—  
Par la présente, nous dénonçons le siège social de GFI S.A., Société Anonyme, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 176507, avec effet immédiat.

Le 08.12.2015.  
Ziffer S.à r.l.  
Maria Tkachenko

Référence de publication: 2015197842/11.

(150222156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Green Utility SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 150.037.

—  
Par contrat signé en date du 24 novembre 2015, SAMAG S.à r.l., «Geschäftsführende Komplementär» avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a nommé à son remplacement en vertu de l'article 13.1 des statuts de la société, SAMAG Europe S.à r.l., avec siège social au 7, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, au mandat de «Geschäftsführer» avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197848/14.

(150221663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Intelsat Align S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 19.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 174.892.

—  
EXTRAIT

En date du 30 novembre 2015 l'associé unique de la Société, Intelsat Jackson Holdings S.A. a cédé l'intégralité des 19.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société à Intelsat Operations S.A., une société anonyme constituée sous les lois du Luxembourg ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B156669.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197883/15.

(150222014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**GSG Athena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 181.165.

L'assemblée générale ordinaire de l'associé unique, tenue en date du 30 novembre 2015, a décidé de:

- nommer avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société, Yvanna Essomba, née à Paris, France, le 28 mai 1982, et ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015197850/12.

(150222152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

**H.T.Z. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5532 Remich, 39, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 176.806.

En date du 1-12-2015,

Monsieur Yvan ZARNOWSKI, né le 17 janvier 1986 à Metz demeurant à FR- MONTIGNY-LES-METZ, 148 rue de Marly

a cédé à

Monsieur Hugo HOULNE, né le 22 septembre 1986 à Metz demeurant à FR-57330 ROUSSY-LE-VILLAGE, 65C, Grand Rue

deux cent quarante-trois (243) parts sociales.

Et

Monsieur Jérémy TCACIUC, né le 1<sup>er</sup> décembre 1986 à Metz demeurant à FR-57950 MONTIGNY-LES-METZ, 148 rue de Marly

a cédé à

Monsieur Hugo HOULNE, né le 22 septembre 1986 à Metz demeurant à FR-57000 METZ, 34, Rue de Verdun, quatre cent vingt-trois (423) parts sociales.

*Pour la gérance*

Signature

Référence de publication: 2015197851/22.

(150221299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

**GFI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 176.507.

Par la présente je tiens à vous faire part de ma décision de démission en tant que commissaire aux comptes de la de la Société de la Société GFI S.A. RCS B176507 avec effet du 04.07.2015.

Luxembourg, le 04.12.2015.

Mikhail Kiselev.

Référence de publication: 2015197841/10.

(150221245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

**GFI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 176.507.

Par la présente je tiens à vous faire part de ma décision de démission avec effet immédiat, de mon mandat d'Administrateur de catégorie B de la Société GFI S.A. RCS B176507.

Luxembourg, le 04.12.2015.

Gareth Stewart Pugh.

Référence de publication: 2015197840/10.

(150221245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

**It's Fresh Holdings, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.  
R.C.S. Luxembourg B 180.311.

*Extrait d'une résolution prise par les associés de la société en date du 23 novembre 2015:*

Mme Lynsey Blair avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet au 23 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015197890/12.

(150221708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**IFC S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 176.491.

Par la présente, nous dénonçons le siège social de IFC S.A., Société Anonyme, inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 176491, avec effet immédiat.

Le 07.12.2015.

Ziffer S.à.r.l.

Maria Tkachenko

Référence de publication: 2015197893/11.

(150221512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**IK Investment Partners B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 166.962.

Il résulte du contrat de rachat de parts sociales du 8 décembre 2015 que la société IK INVESTMENT PARTNERS B S.à r.l. a décidé le rachat, avec effet au 8 décembre 2015, de:

- 6.479 parts sociales de classes B6 à l'associé International Kapital Investment Partners S.à.r.l.;
- 4.244 parts sociales de classes B6 à l'associé Stanhope Invest S.à.r.l.;
- 4.244 parts sociales de classes B6 à l'associé Cosigrande AB;
- 13.404 parts sociales de classes B6 à l'associé Monsieur Detlef Dinsel;
- 4.244 parts sociales de classes B6 à l'associé Monsieur Anders Petersson.

Luxembourg, le 8 décembre 2015.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015197894/18.

(150222282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Libertas Invest 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 105.849.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 08 décembre 2015*

Monsieur DONATI Régis est renommé commissaire aux comptes.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

LIBERTAS INVEST 1 S.A.

Référence de publication: 2015197962/13.

(150222213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Immobouill, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 112.670.

—  
Notification du changement d'adresse professionnelle du gérant unique et associé Monsieur Christian Bouillard avec effet au 19 octobre 2015: il réside désormais professionnellement au Building Serenity - Bloc A, 19-21 Route d'Arlon, L-8009 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015197899/11.

(150222165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Indiramedia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 172.419.

—  
Suivant une décision d'administrateur unique de la société INDIRAMEDIA S.A. il a été décidé:

De nommer la société FIDUCIAIRE SOFICODEC S.à.r.l., 6, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg comme dépositaire de toutes les actions au porteur de la société INDIRAMEDIA SA, RCB 172419.

Luxembourg, le 18.02.2015.

C. Weyer

*Administrateur unique*

Référence de publication: 2015197903/13.

(150221793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Intelligent-IP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4980 Reckange-sur-Mess, 36, Am Dall.  
R.C.S. Luxembourg B 71.839.

—  
La démission de Mme Nancy Courtois-Wagner a été acceptée le 15 octobre 2013.

Serge Courtois

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2015197905/10.

(150222759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**F. LODOMEZ Promotion Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 44, Hauptstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 96.269.

—  
Les statuts coordonnés au 24 novembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 09 décembre 2015.

Référence de publication: 2015198633/10.

(150223167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2015.

---

**E.M. Menuiserie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8824 Perlé, 14, rue du Faubourg.  
R.C.S. Luxembourg B 163.469.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2016000197/10.

(150239652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Sunrise Communications International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.748.

Les statuts coordonnés au 25/11/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 décembre 2015.

Me Cosita Delvaux

*Notaire*

Référence de publication: 2015198934/12.

(150222706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2015.

---

**SCL Prop Co. A S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 193.032.

Aufgrund eines materiellen Fehlers der am 06. November 2015 unter der Referenznummer L150200601 im Handels- und Firmenregister hinterlegten Statuten, werden diese koordinierten Statuten durch die nun folgenden überarbeiteten koordinierten Statuten ersetzt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, den 08. Dezember 2015.

Référence de publication: 2015198938/12.

(150222960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2015.

---

**SCL Prop Co. B S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 193.033.

Aufgrund eines materiellen Fehlers der am 06. November 2015 unter der Referenznummer L150200644 im Handels- und Firmenregister hinterlegten Statuten, werden diese koordinierten Statuten durch die nun folgenden überarbeiteten koordinierten Statuten ersetzt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, den 02. Dezember 2015.

Référence de publication: 2015198939/12.

(150222953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2015.

---

**ERIBancaire Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 14, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 30.912.

Les comptes consolidés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000222/9.

(150239389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**ERI Bancaire Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 14, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 30.912.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000223/9.

(150239390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---



**Goldwind International Penonome, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 17.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.478.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 décembre 2015.

Signature  
*Mandataire*

Référence de publication: 2016000295/12.

(150239470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**GDF SUEZ LNG SUPPLY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 147.797.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Francis Bretnacher  
*Managing Director*

Référence de publication: 2016000301/11.

(150239546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Gesco SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9410 Vianden, 3, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 100.483.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000302/10.

(150238949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Glass Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 194.758.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty seventh day of the month of November.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of Glass Holding S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46, avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B194758, incorporated by a deed of Maître Danielle Kolbach, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, dated 17 February 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 906 dated 2 April 2015 (the "Company"). The Company's articles of incorporation have last been amended by a deed of the undersigned notary dated 25 March 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1352 dated 27 May 2015.

The Meeting is presided by Nathalie Chevalier, professionally residing at 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Chairman"). The Chairman appoints Joost Mees, professionally residing at 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as secretary of the Meeting (the "Secretary"). The Meeting appoints Joel Corcessin, professionally residing at 104, avenue du Général de Gaulle, 62510 Arques, France, as scrutineer of the Meeting (the "Scrutineer").

The bureau of the Meeting (the "Bureau") having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

(i) that the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Creation of one (1) new class of shares in the share capital of the Company, namely redeemable class C tracking shares;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred Euro and one Cent (EUR 101.01) so as to raise it from its current amount of one hundred and twenty-four thousand twenty-two Euro and eighty Cents (EUR 124,022.80) represented by (i) twelve million sixty-two thousand two hundred and sixty-four (12,062,264) class A ordinary shares, (ii) twenty thousand (20,000) class B ordinary shares, (iii) twenty thousand (20,000) senior class A1 preferred shares, (iv) one hundred thousand (100,000) senior class A2 preferred shares, (v) one hundred thousand and eight (100,008) senior class B preferred shares and (vi) one hundred thousand and eight (100,008) junior class B preferred shares, all with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of one hundred and twenty-four thousand one hundred and twenty-three Euro and eighty-one Cents (EUR 124,123.81) consisting of (i) twelve million sixty-two thousand two hundred and sixty-four (12,062,264) class A ordinary shares, (ii) twenty thousand (20,000) class B ordinary shares, (iii) ten thousand one hundred and one (10,101) redeemable class C tracking shares, (iv) twenty thousand (20,000) non-voting senior class A1 preferred shares, (v) one hundred thousand (100,000) non-voting senior class A2 preferred shares, (vi) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting senior class B preferred shares and (vii) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting class B junior preferred shares, all in registered form and with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, by the issuance of ten thousand one hundred and one (10,101) redeemable class C tracking shares, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each (the "New Shares"), having the rights and privileges as set out in the articles of association of the Company (the "Articles");

3. Waiver by the shareholders of the Company to their preferential subscription right relating to the above mentioned share capital increase of the Company;

4. Acceptance of the subscription to all the New Shares by Mr Timothy Gollin, a US national born on 9 January 1960, residing at 92 Kings HWY, Chilmark MA 02535, United States of America, with payment of a total share premium of two hundred and eighty-three thousand five hundred thirty-five Euro and seven Cents (EUR 283,535.07), by way of a contribution in cash in the aggregate amount of two hundred eighty-three thousand six hundred thirty-six Euro and eight Cents (EUR 283,636.08) (the "Subscription Price") and allocation by the Company of the New Shares to Timothy Gollin;

5. Amendment of paragraphs 1 and 2 of article 5 of the Articles so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1. to 4. above, as follows:

**" Art. 5. Capital.**

(1) The subscribed share capital of the Company is set at one hundred and twenty-four thousand one hundred and thirteen Euro and seventy Cents (EUR 124,113.70) consisting of (i) twelve million sixty-two thousand two hundred and sixty-four (12,062,264) class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares"), (ii) twenty thousand (20,000) class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares"), (iii) ten thousand one hundred and one (10,101) redeemable class C tracking shares (the "Class C Tracking Shares"), (iv) twenty thousand (20,000) non-voting senior class A1 preferred shares (the "Senior Class A1 Preferred Shares"), (v) one hundred thousand (100,000) non-voting senior class A2 preferred shares (the "Senior Class A2 Preferred Shares"), (vi) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting senior class B preferred shares (the "Senior Class B Preferred Shares") and (vii) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting class B junior preferred shares (the "Junior Class B Preferred Shares"), all in registered form and with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

(2) The Class A Ordinary Shares, the Class B Ordinary Shares and the Class C Tracking Shares are together referred to as the "Ordinary Shares". The Senior Class A1 Preferred Shares, the Senior Class A2 Preferred Shares, the Senior Class B Preferred Shares and the Junior Class B Preferred Shares are together referred to as the "Preferred Shares" and together with the Ordinary Shares as the "Shares".

6. Full restatement of the Articles to reflect the rights pertaining to the newly issued redeemable class C tracking shares;

7. Approval of (i) the issuance of new class B preferred shares by the Company's subsidiary ARC International, a public limited liability company (société anonyme) under French law, registered with the Trade and Companies Register of Boulogne sur Mer under number 575 680 350 (the "New AIH Shares"), (ii) the subscription to such New AIH Shares by Glass Invest 1 and (iii) the thereto related amendment to the articles of ARC International in accordance with article 19 (12) of the Articles;

8. Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present at the Meeting, the shareholders absent and represented together with their respective proxyholder, and the number of shares held by each shareholder are shown on an attendance list; this attendance list, after having been controlled by the shareholders present at the Meeting, the proxyholders of the represented shareholders and the Bureau of the Meeting, has been signed by the Bureau of the Meeting and will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies given by the represented shareholders to the present Meeting, after having been signed "ne varietur" by the parties and the acting notary, shall also remain attached to the present deed with which it will be registered.

(iv) That the whole issued share capital being represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(v) That the present meeting, representing the whole share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting of shareholders, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting RESOLVES to create one (1) new class of shares in the share capital of the Company, namely redeemable class C tracking shares, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01).

*Second resolution*

The Meeting RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred and one Euro and one Cent (EUR 101.01) so as to raise it from its current amount of one hundred and twenty-four thousand twenty-two Euro and eighty Cents (EUR 124,022.80) represented by (i) twelve million sixty-two thousand two hundred and sixty-four (12,062,264) class A ordinary shares, (ii) twenty thousand (20,000) class B ordinary shares, (iii) twenty thousand (20,000) senior class A1 preferred shares, (iv) one hundred thousand (100,000) senior class A2 preferred shares, (v) one hundred thousand and eight (100,008) senior class B preferred shares and (vi) one hundred thousand and eight (100,008) junior class B preferred shares, all with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of one hundred and twenty-four thousand one hundred and twenty-three Euro and eighty-one Cents (EUR 124,123.81) consisting of (i) twelve million sixty-two thousand two hundred and sixty-four (12,062,264) class A ordinary shares, (ii) twenty thousand (20,000) class B ordinary shares, (iii) ten thousand one hundred and one (10,101) redeemable class C tracking shares, (iv) twenty thousand (20,000) nonvoting senior class A1 preferred shares, (v) one hundred thousand (100,000) non-voting senior class A2 preferred shares, (vi) one hundred thousand and eight (100,008) nonvoting senior class B preferred shares and (vii) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting class B junior preferred shares, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each by the issuance of ten thousand one hundred and one (10,101) redeemable class C tracking shares, having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, having the rights and privileges as set out in the Articles.

*Third resolution*

The shareholders of the Company RESOLVE to waive their preferential subscription right relating to the above mentioned share capital increase of the Company.

*Fourth resolution*

The Meeting RESOLVES to accept the subscription to all the New Shares by Mr Timothy Gollin, a US national born on 9 January 1960, residing at 92 Kings HWY, Chilmarm MA 02535, United States of America, with payment of a total share premium of two hundred and eighty-three thousand five hundred thirty-five Euro and seven Cents (EUR 283,535.07), by way of a contribution in cash in the aggregate amount of the Subscription Price of two hundred eighty-three thousand six hundred thirty-six Euro and eight Cents (EUR 283,636.08) and to allocate the New Shares to Timothy Gollin.

*Subscription / Payment*

Timothy Gollin, here represented by Joel Corcessin by virtue of a proxy given under private seal and which shall be annexed to the present deed for the purpose of registration, intervenes and hereby declares to:

(a) subscribe to the New Shares; and

(b) fully pay up the New Shares by way of a contribution in cash of the Subscription Price, i.e. two hundred eighty-three thousand six hundred thirty-six Euro and eight Cents (EUR 283,636.08).

The Subscription Price is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the officiating notary.

The Meeting RESOLVES to allocate the New Shares to Timothy Gollin and further RESOLVES to allocate the Subscription Price as follows:

(a) one hundred and one Euro and one Cent (EUR 101.01) shall be allocated to the nominal share capital account of the Company; and

(b) two hundred and eighty-three thousand five hundred thirty-five Euro and seven Cents (EUR 283,535.07) shall be allocated to the share premium attached to the redeemable class C tracking shares.

*Fifth resolution*

The Meeting RESOLVES to amend paragraphs 1 and 2 of article 5 of the Articles so as to reflect the resolutions adopted under items 1. to 4. above, as follows:

## " Art. 5. Capital.

(1) The subscribed share capital of the Company is set at one hundred and twenty-four thousand one hundred and thirteen Euro and seventy Cents (EUR 124,113.70) consisting of (i) twelve million sixty-two thousand two hundred and sixty-four (12,062,264) class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares"), (ii) twenty thousand (20,000) class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares"), (iii) ten thousand one hundred and one (10,101) redeemable class C tracking shares (the "Class C Tracking Shares"), (iv) twenty thousand (20,000) non-voting senior class A1 preferred shares (the "Senior Class A1 Preferred Shares"), (v) one hundred thousand (100,000) non-voting senior class A2 preferred shares (the "Senior Class A2 Preferred Shares"), (vi) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting senior class B preferred shares (the "Senior Class B Preferred Shares") and (vii) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting class B junior preferred shares (the "Junior Class B Preferred Shares"), all in registered form and with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

(2) The Class A Ordinary Shares, the Class B Ordinary Shares and the Class C Tracking Shares are together referred to as the "Ordinary Shares". The Senior Class A1 Preferred Shares, the Senior Class A2 Preferred Shares, the Senior Class B Preferred Shares and the Junior Class B Preferred Shares are together referred to as the "Preferred Shares" and together with the Ordinary Shares as the "Shares".

### *Sixth resolution*

The Meeting RESOLVES to fully restate the Articles as follows to reflect the rights pertaining to the newly issued redeemable class C tracking shares:

## **I. Name - Legal Form - Duration - Registered Office**

**Art. 1. Name and Legal Form.** There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited liability company (société anonyme) under the name of "Glass Holding S.A." (hereinafter the "Company").

**Art. 2. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of incorporation (the "Articles", and each, and "Article"), as prescribed in Article 22.

### **Art. 3. Corporate Object.**

(1) The Company's object is the acquisition, holding, management and disposal of participations in AIH and Glass Invest, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by AIH and Glass Invest.

(2) It being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector, the Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may issue convertible funding instruments and warrants. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to undertakings in which the Company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any undertakings in which the Company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs, and, generally, do so for its own benefit and that of such undertakings in which the Company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs.

(3) The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

(4) The Company may carry out any day-to-day commercial, financial or administrative operation, which are, directly or indirectly, necessary to its corporate object.

### **Art. 4. Registered Office.**

(1) The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

(2) In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete ceasing of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

## II. Capital - Shares - Transfer of Shares

### Art. 5. Capital.

(1) The subscribed share capital of the Company is set at one hundred and twenty-four thousand one hundred and twenty-two Euro and eighty Cents (EUR 124,122.80) consisting of (i) twelve million sixty-two thousand two hundred and sixty-four (12,062,264) class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares"), (ii) twenty thousand (20,000) class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares"), (iii) ten thousand one hundred and one (10,101) redeemable class C tracking shares (the "Class C Tracking Shares"), (iv) twenty thousand (20,000) non-voting senior class A1 preferred shares (the "Senior Class A1 Preferred Shares"), (v) one hundred thousand (100,000) non-voting senior class A2 preferred shares (the "Senior Class A2 Preferred Shares"), (vi) one hundred thousand and eight (100,008) non-voting senior class B preferred shares (the "Senior Class B Preferred Shares") and (vii) one hundred thousand and eight (100,008) nonvoting class B junior preferred shares (the "Junior Class B Preferred Shares"), all in registered form and with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

(2) The Class A Ordinary Shares, the Class B Ordinary Shares and the Class C Tracking Shares are together referred to as the "Ordinary Shares". The Senior Class A1 Preferred Shares, the Senior Class A2 Preferred Shares, the Senior Class B Preferred Shares and the Junior Class B Preferred Shares are together referred to as the "Preferred Shares" and together with the Ordinary Shares as the "Shares".

(3) The share capital may be increased or decreased on one or several occasions by a resolution of the general shareholders meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

(4) In the event of an issuance of new Shares, each Shareholder shall have the right and opportunity to subscribe (directly or through an Affiliate), at the same time and on the same terms as the new Shares issue, to Shares of the same class they already hold, prorata their respective holding of such class(es) of Shares.

An offer of new Shares will stipulate a period of not less than 30 days and not exceeding 45 days within which it must be accepted or in default will lapse.

### Art. 6. Shares.

(1) The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives). A shareholders register shall be kept at the registered office of the Company. Such register shall set forth the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number of Shares held by it, the amounts paid up on each such Share, and the transfer of Shares and the dates of such transfers. Each Shareholder shall notify to the Company by registered letter of its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

(2) The Company only recognizes one (1) owner per Share. Ownership of the registered Shares will result from the recordings in the shareholders' register.

Subject to Article 7, a Shareholder may transfer bare ownership (nu-propriété) of a Share to another person. The Company must be notified of such a transfer.

Unless an agreement has been reached to the contrary, usufructuaries of Shares (usufruitiers) ("Usufructuaries") duly represent the bare owners (nus-propiétaires) ("Bare Owners") with regard to the Company. The Usufructuaries have the right to vote in all general shareholders' meetings (whether ordinary or extraordinary). In the event of a capital increase by issuing new Shares by a contribution in cash, the exercise of preferential subscription rights to new Shares belong to the Bare Owner. If the latter sells the preferential subscription rights, the value of the sale or the assets acquired by him in exchange are subject to the usufruct. If the Bare Owner fails to exercise his right, the Usufructuary may replace him and subscribe to new Shares or sell the preferential subscription rights. In the latter case, the Bare Owner may request the reinvestment of proceeds from the sale. Assets acquired in this way are subject to the usufruct.

The new Shares belong to the Bare Owner for the bare ownership and to the Usufructuary for the usufruct.

(3) The Class A Ordinary Shares shall be identical in all respects and shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets which are allocated to such Class A Ordinary Shares in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII of these Articles.

(4) The Class B Ordinary Shares shall be identical in all respects and shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets which are allocated to such Class B Ordinary Shares in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII of these Articles.

(5) The Class C Tracking Shares shall be identical in all respects and shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets which are allocated to such Class C Tracking Shares in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII of these Articles.

(6) The Senior Class A1 Preferred Shares shall be identical in all respects and shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets which are allocated to such Senior Class A1 Preferred Shares in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII of these Articles.

(7) The Senior Class A2 Preferred Shares shall be identical in all respects and shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets which are allocated to such Senior Class A2 Preferred Shares in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII of these Articles.

(8) The Senior Class B Preferred Shares shall be identical in all respects and shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets which are allocated to such Senior Class B Preferred Shares in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII of these Articles.

(9) The Junior Class B Preferred Shares shall be identical in all respects and shall share rateably in the payment of dividends and in any distribution of assets which are allocated to such Junior Class B Preferred Shares in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII of these Articles.

#### **Art. 7. General Rules Applicable to Transfers of Shares.**

(1) A transfer of a Share shall be effected by a written declaration of transfer registered in the shareholders register, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

(2) No transfer shall be made by any Shareholder to an Entity or person that is at the time of such transfer not a Shareholder of the Company, unless prior to the contemplated transfer, the proposed transferee sends to the Board of Directors, with a copy to each of the Shareholders, an unreserved accession agreement to any agreement (if any) among the Shareholders and binding upon the Company duly executed by it.

(3) Subject to the terms of any agreement (if any) among the Shareholders and binding upon the Company, in the event that a U.S. resident Shareholder (directly or by the intermediary of an Affiliate) holds several classes of Shares, such U.S. resident Shareholder may not transfer (directly or by the intermediary of an Affiliate) any Shares (other than Class C Tracking Shares) to an Entity or person without simultaneously transferring to such Entity or person, the same percentage of every other class of Shares (other than Class C Tracking Shares) that it holds so that the ratio between the different classes of Shares (other than Class C Tracking Shares) held by such transferring Shareholder (directly or by the intermediary of an Affiliate) before the transfer would remain unchanged after such transfer.

(4) All transfers or issuances of Shares (including, for the avoidance of doubt, Unrestricted Transfers and any issuance of Shares pursuant to the MIP) shall require an opinion of reputable tax counsel providing that the transfer will not cause the Company to become a controlled foreign corporation within the meaning of Code section 957, which requirement may be waived by the unanimous consent of all U.S. resident persons that each directly or indirectly hold at least 10% of the voting rights or value of the Ordinary Shares immediately before such transfer.

(5) Other than in case of an Unrestricted Transfer pursuant to Article 10, no transfer of any Shares to an Entity or person which is not a Shareholder at the time of such transfer, may be made by any Shareholder without the prior written approval by the Board of Directors.

The prior consent of the Board of Directors is required in the event of a transfer of Shares which entitles the Beneficiaries of the Tag-Along Right (as defined in Article 8(1)) to exercise their Total Tag Along Right (as defined in Article 8(1)) or Proportional Tag Along Right (as defined in Article 8(1)). In such case, the Transferring Shareholder(s) (as defined in Article 8(1)) shall send the Transfer Notice described in Article 8(2) to the Beneficiaries of the Tag-Along Right, with a copy to the Board of Directors. In the event such transfer is authorised by the Board of Directors, then the prior approval of the Board of Directors shall not be required for the transfers by the Joint Sellers (as defined in Article 8(5)) of their Shares resulting from their exercise of their Total Tag Along Right or Proportional Tag Along Right.

In case of any other contemplated transfer (i.e. a transfer other than a transfer which triggers the right to exercise a Total Tag Along Right or Proportional Tag Along Right or in case of a Total Drag Along Transfer or Proportional Drag Along Transfer (as defined in Article 9)), the transferring Shareholder shall send a notice (the "Prior Approval Notice") to the chairman of the Board of Directors, with a copy to the Board of Directors including the following information:

- (a) the name (or company name) and the address (or the registered office) of the potential purchaser(s);
- (b) the identity of the person(s) having ultimate control of the potential purchaser (if not an individual);
- (c) the number of Shares (by class of Shares) to be transferred; and
- (d) the price offered by the Potential Purchaser (as defined in Article 8(2)) per class of Shares.

Within fifteen (15) days as from the receipt of the Prior Approval Notice by the chairman of the Board of Directors, the chairman of the Board of Directors must convene a meeting of the Board of Directors in order to deliberate on the contemplated transfer. The meeting of the Board of Directors must take place within thirty (30) days as from the receipt of the Prior Approval Notice.

In the event the Board of Directors does not vote in favour of the transfer, such transfer may not be completed.

#### **Art. 8. Tag-Along Right.**

(1) In the event one or several Shareholders (the "Transferring Shareholder(s)") intend to transfer to an Entity or person which is not a Shareholder (the "Transferee") all or a portion of their Shares (other than Class C Tracking Shares) which would result in such Transferee holding more than 50% of the voting rights of the Company, the Shareholders other than the Transferring Shareholder(s) (the "Beneficiaries of the Tag-Along Right") may, unless the transfer occurs in the context of an Unrestricted Transfer or because of a death, either:

- (a) transfer to the Transferee all (and not only a part of) the Shares they hold in accordance with the following provisions (the "Total Tag Along Right"), or

(b) transfer to the Transferee a number of Shares (other than Class C Tracking Shares) proportional to the number of Shares (per class of Shares) transferred by such Transferring Shareholder(s) (the "Proportional Tag Along Right"). For the purposes of the Proportional Tag Along Right, all Preferred Shares shall be considered as a single class of Shares.

(2) The Transferring Shareholder(s), upon receipt of an offer from a Transferee which would result in the Transferee holding more than 50% of the voting rights of the Company, shall send a notice (the "Transfer Notice") to the Beneficiaries of the Tag-Along Right, with a copy to the Board of Directors including the following information:

(a) the name (or company name) and the address (or the registered office) of the potential purchaser(s) (individually or collectively, the "Potential Purchaser");

(b) the identity of the person(s) having ultimate control of the Potential Purchaser (if not an individual);

(c) the number of Shares (by class of Shares, other than Class C Tracking Shares) to be transferred (the "Offered Shares");

(d) the price offered by the Potential Purchaser per Class A Ordinary Share and Class B Ordinary Share, provided that the price for the Preferred Shares shall be determined by the parties in accordance with any agreement (if any) among the Shareholders and binding upon the Company, as well as the price determination, price adjustment or price restitution provisions;

(e) the terms and conditions of the payment;

(f) the date on which the transfer by the Transferring Shareholder(s) is due to be completed;

(g) any other terms and conditions of the transfer permitting to assess the Potential Purchaser's offer, including, inter alia, the warranties relating to liabilities or assets (garantie de passif ou d'actif), price restitution undertaking or any other warranties and assurances of a similar nature requested by the Potential Purchaser together with the costs incurred by the transfer; and

(h) if the Potential Purchaser is not a Shareholder on the date of the Transfer Notice, the undertaking from the Potential Purchaser to execute an accession agreement to any agreement (if any) among the Shareholders and binding upon the Company.

(3) Within fifteen (15) days as from the receipt of the Transfer Notice, the Beneficiaries of the Tag-Along Right may send to the Transferring Shareholder(s), with a copy to the Board of Directors and the other Beneficiaries of the Tag-Along Right, a notice (the "Tag-Along Notice") in which they either:

(a) exercise their Total Tag Along Right in accordance with the terms and conditions of the Transfer Notice, or

(b) exercise their Proportional Tag Along Right and indicate of the number of Shares (other than Class C Tracking Shares) they wish to transfer to the Transferee, which number must be proportional to the number of Shares (per class of Shares) transferred by the Transferring Shareholder(s), in accordance with the terms and conditions of the Transfer Notice.

(4) The Beneficiaries of the Tag-Along Right shall be deemed to have waived the exercise of their tag-along right in connection with the transfer of the Offered Shares if no Tag-Along Notice is sent to the Transferring Shareholder(s) in accordance with the conditions described in this Article 8.

(5) The Tag-Along Notice shall serve as an unconditional and irrevocable undertaking from its originator:

(a) to transfer to the beneficiary of the transfer, concomitantly with the transfer completed by the Transferring Shareholder(s), the number of Shares, excluding, for the avoidance of doubt, Class C Tracking Shares, indicated in the Tag-Along Notice in accordance with the terms and conditions stipulated in the Transfer Notice;

(b) to consent to the beneficiary of the transfer the warranties relating to liabilities or assets (garantie de passif ou d'actif), price restitution undertakings or any other warranties and assurances of a similar nature, that the Transferring Shareholder(s) had accepted to give to the Potential Purchaser as reflected in the Transfer Notice, provided that any indemnification obligation of the Transferring Shareholder(s) and each of the Beneficiaries of the Tag-Along Right who has sent a Tag-Along Notice (a "Joint Seller") resulting from undertakings shall be allocated between them, on a non joint basis (sans solidarité), in proportion to the price perceived by each of them in connection with the transfer;

(c) to execute any agreement or document pertaining to the actual transfer of Shares (other than Class C Tracking Shares) to the beneficiary of the transfer;

(d) to deliver, on the date of transfer, to the beneficiary of the transfer of the Shares, in consideration of the payment of the price of Shares (subject to deduction pursuant to an escrow agreement or other similar agreement that might be entered into in this respect), all other documents necessary to complete the actual transfer of the Shares (other than Class C Tracking Shares) duly completed and executed; and

(e) to bear the costs and fees of advisors (financial, legal, accountants and others) which would have been reasonably incurred by the Transferring Shareholder(s), provided that these costs and fees shall be allocated between the Transferring Shareholder(s) and the Joint Sellers, on a non joint basis (sans solidarité), in proportion to the price perceived by each of them in connection with the transfer.

(6) In the event of the exercise of the Proportional Tag Along Right, the number of Offered Shares that may actually be transferred by the Transferring Shareholder(s) to the Potential Purchaser shall be reduced in proportion to the number of Shares transferred by the Joint Sellers as follows:

(a) The maximum number "NOA" of Class A Ordinary Shares which may be respectively transferred by the Transferring Shareholder(s) and the Joint Sellers shall be determined by applying the following formula:

$NOA = NTO \times A/B$

where:

NTO: means the number of Offered Shares which are Class A Ordinary Shares;

A: means the number of Class A Ordinary Shares held by the Transferring Shareholder(s) or the Joint Seller concerned;

B: means the number of Class A Ordinary Shares held by the Transferring Shareholder(s) and all the Joint Sellers.

In the event that the number N is not a whole number, the Class A Ordinary Shares shall be allocated in accordance with the largest remainder method.

(b) The maximum number "NOB" of Class B Ordinary Shares which may be respectively transferred by the Transferring Shareholder(s) and the Joint Sellers shall be determined by applying the following formula:

$NOB = NTO \times A/B$

where:

NTO: means the number of Offered Shares which are Class B Ordinary Shares;

A: means the number of Class B Ordinary Shares held by the Transferring Shareholder(s) or the Joint Seller concerned;

B: means the number of Class B Ordinary Shares held by the Transferring Shareholder(s) and all the Joint Sellers.

In the event that the number N is not a whole number, the Class B Ordinary Shares shall be allocated in accordance with the largest remainder method.

(c) The maximum number "NP" of Preferred Shares which may be respectively transferred by the Transferring Shareholder(s) and the Joint Sellers shall be determined by applying the following formula:

$NP = NTO \times A/B$

where:

NTO: means the number of Offered Shares which are Preferred Shares;

A: means the number of Preferred Shares held by the Transferring Shareholder(s) or the Joint Seller concerned;

B: means the number of Preferred Shares held by the Transferring Shareholder(s) and all the Joint Sellers.

In the event that the number N is not a whole number, the Preferred Shares shall be allocated in accordance with the largest remainder method.

(d) For the avoidance of doubt, the Class C Tracking Shares will not be taken into account when applying the formula under this paragraph 6.

(7) If the transfer of Offered Shares is not completed by the Transferring Shareholder(s) for whatever reason, the Transferring Shareholder(s) shall have no obligation to acquire or to allow the transfer of the Company Shares of the Joint Sellers.

(8) The Total Tag Along Right and the Proportional Tag Along Right provided in this Article does not apply to the transfers made in the context of a Total Drag Along Transfer or Proportional Drag Along Transfer referred to in Article 9.

#### **Art. 9. Drag Along Right.**

(1) In the event that one or more Shareholders holding at least 50% of the Class B Ordinary Shares (the "Initiators") receive from an Entity or person which is not a Shareholder (other than an Affiliate of the Initiators) (the "Buyer"), a bona fide offer, on arm's length basis relating to the transfer:

(a) of 100 per cent of the Shares (such transfer being hereinafter referred as a "Total Drag Along Transfer"); or

(b) of at least 50% of the Company Shares (such transfer being hereinafter referred as a "Proportional Drag Along Transfer"),

in either case, that they wish to accept, the Initiators have the right to require all the other Shareholders to transfer to the Buyer:

(a) in the event of a Total Drag Along Transfer, all of their Shares, or

(b) in the event of a Proportional Drag Along Transfer, the same proportion of Shares (by class of Shares but except for any Class C Tracking Shares) as the Initiators,

in each case, on the terms and conditions described in this Article.

For the purposes of the Proportional Drag Along Transfer, all Preferred Shares shall be considered as a single class of Shares.

(2) The Initiators shall notify the other Shareholders and the Company of their decision to accept the offer resulting in a Total Drag Along Transfer or a Proportional Drag Along Transfer (the "Drag Along Notice"). Upon receipt of the Drag Along Notice by the other Shareholders, (i) the Initiators shall be automatically and irrevocably responsible for agreeing the terms and conditions of the final agreements relating to the Total Drag Along Transfer or Proportional Drag Along Transfer for and on behalf of the other Shareholders and (ii) except with the prior consent of the Initiators, the Shares shall be inalienable (including within the context of an Unrestricted Transfer (as defined in Article 10)) until the first of the following events (A) the completion of the Total Drag Along Transfer or Proportional Drag Along Transfer, (B) the date on which the Initiators have indicated that they have renounced to the Total Drag Along Transfer or Proportional Drag Along Transfer or (C) 12 months as from the date of sending of the Drag Along Notice.

The Drag Along Notice must include the following information:



(a) the name (or company name) and the address (or the registered office) of the Buyer or the identity of the person(s) having ultimate control of the Buyer (if not an individual);

(b) the number of Shares (by class of Shares) that are the subject of the Drag Along Transfer;

(c) the price offered by the Buyer (or the minimum price envisaged if the price is not finally fixed with the Buyer on the date of the Drag Along Notice);

(d) in the event of a transfer other than a sale payable exclusively in cash or through freely tradable securities (titres financiers) on a regulated stock exchange offering a comparable liquidity to that of the Euronext Paris market of NYSE Euronext (a "Complex Sale"), a bona fide valuation in Euro of the consideration offered by the Buyer;

(e) the methods of payment; and

(f) as the case may be, the other main terms and conditions of the Drag Along Transfer known on the date of sending the Drag Along Notice.

(3) The Drag Along Transfer must be completed at the same time and under identical conditions of transfer for all the Shareholders (particularly the price (cash and/or other consideration) per class of Shares, warranties and payment), provided that the Buyer may, with the prior approval of the Initiators, offer to certain Shareholders of its choice to contribute (apporter) their Shares instead of a transfer in cash, provided that the valuation of the Shares contributed and of the equity securities delivered in consideration of their contribution does not exceed the price offered to the other Shareholders.

(4) The Shareholders shall transfer all their Shares in the event of a Total Drag Along Transfer and part of their Shares (except for their Class C Tracking Shares) in the event of a Proportional Drag Along Transfer, to the Buyer at the price or minimum price and on the terms and conditions specified in the Drag Along Notice and undertake to:

(a) execute any agreement or document pertaining to the actual transfer of all their Shares in case of a Total Drag Along Transfer and of part of their Shares (except for their Class C Tracking Shares in case of a Proportional Drag Along Transfer) to the Buyer and including any warranty relating to liabilities or assets (garantie de passif ou d'actif), price restitution undertaking, any escrow agreement, if any, relating to the transfer price or any other warranty, undertaking or assurance of a similar nature contemplated, as the case may be, in these agreements, if any, provided that any indemnification obligation of the Shareholders shall be allocated between them on a non joint basis (sans solidarité), in proportion to the respective price received by each of the Shareholders in connection with the Drag Along Transfer;

(b) deliver to the Buyer, on the date of the transfer, all other documents necessary to complete the transfer of the relevant Shares (other than Class C Tracking Shares in case of a Proportional Drag Along Transfer) duly completed and executed to the benefit of the Buyer; and

(c) bear the costs and fees of advisors (financial, legal, accountants and others) incurred by the Initiator under the Drag Along Transfer, provided that the costs and fees shall be allocated between the Shareholders on a non-joint basis (sans solidarité), in proportion to the respective price received by each of them in connection with the transfer. In the event that the contemplated Drag Along Transfer is not completed, the costs and fees of advisors incurred by the Initiator shall be added to the costs and fees which may be incurred or borne in connection with a subsequent Drag Along Transfer and shall then be allocated among the Shareholders in accordance with this paragraph.

**Art. 10. Unrestricted Transfers.** The following transfers are not subject to the prior approval of the Board of Directors or to the Total Tag Along Right or Proportional Tag Along Right (the "Unrestricted Transfers"):

(a) any transfers of Shares (other than Class C Tracking Shares) among Shareholders;

(b) any transfer of Shares (other than Class C Tracking Shares) by a Shareholder to one of its Affiliates;

(c) any transfer of Shares by the Beneficiaries of the Tag-Along Right resulting from the exercise of the Total Tag Along Right or Proportional Tag Along Right pursuant to the provisions of Article 8;

(d) any transfer of Shares occurring in connection with a Proportional Drag Along Transfer or Total Drag Along Transfer pursuant to the provisions of Article 9;

(e) any transfer of Shares occurring in connection with an IPO;

(f) any transfer of Class C Tracking Shares resulting from a redemption of Class C Tracking Shares in accordance with Article 12;

(g) any transfer of Class C Tracking Shares made in accordance with the terms and conditions of an agreement, if any, entered into between the Company and the holder of such Class C Tracking Shares;

(h) any transfer of Class C Tracking Shares by reason of death to the respective heirs of the holder of such Class C Tracking Shares.

**Art. 11. Rules applicable to Transfers of Class C Tracking Shares.** Unless in case of an Unrestricted Transfer, no Class C Tracking Shares may be transferred in any manner whatsoever during a period of ten (10) years as from the date of adoption of these Articles without the prior consent of the Board of Directors.

**Art. 12. Redemption of Class C Tracking Shares.**

(1) All or part of the Class C Tracking Shares can be redeemed at the option of the Company in accordance with the terms and conditions of an agreement, if any, entered into in this respect by the Company and the holder of such Class C Tracking Shares, subject to the conditions laid down in article 49-8 of the Law.

In case of a redemption in accordance with the terms and conditions of an agreement, if any, entered into in this respect by the Company and the holder of such Class C Tracking Shares the number of Class C Tracking Shares to be redeemed will be determined in accordance with the provisions of any vesting schedule that might be agreed between a holder of Class C Tracking Shares and the Company from time to time.

(2) Redemption of Class C Tracking Shares is subject to the following conditions:

- (a) only fully paid-up Class C Tracking Shares can be redeemed;
- (b) a redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue of shares made with the view to carry out such redemption;
- (c) an amount equal to the aggregate nominal value of all the Class C Tracking Shares so redeemed must be included in a reserve which may not be distributed to the Shareholders except in the event of a reduction in the subscribed capital; this reserve may only be applied to increase the subscribed capital by capitalisation of reserves (this sub-paragraph (c) does however not apply to a redemption using the proceeds of a new issue of Shares made with a view to carry out such redemption).

(3) The Company shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the person appearing in the shareholders register as the owner of the Class C Tracking Shares to be redeemed, specifying the number of Class C Tracking Shares to be redeemed, the purchase price to be paid for such redeemed Class C Tracking Shares and the date on which the purchase price in respect of such Class C Tracking Shares is payable. Any such Purchase Notice may be served upon such holder of Class C Tracking Shares in accordance with Article 27. Immediately upon close of business on the date specified in the Purchase Notice such holder shall cease to be the owner of the Class C Tracking Shares specified in the Purchase Notice and his name shall be removed as the holder of such Class C Tracking Shares from the shareholders register. Any such holder of Class C Tracking Shares will cease to have any rights as a shareholder with respect to the shares to be redeemed as from the date specified in the Purchase Notice.

(4) Without prejudice to the generality of the foregoing, all of the Class C Tracking Shares held by a holder of Class C Tracking Shares can be redeemed in the following cases:

- (a) if the holder of the Class C Tracking Shares does not respect the provisions of Article 10 (Unrestricted Transfers);
- (b) if the holder of the Class C Tracking Shares does not respect the provisions of Article 7 (General Rules Applicable to Transfers of Shares);
- (c) if the holder does not respect the provisions of Article 9 (Drag Along Right);
- (d) if the holder does not respect the provisions of Article 11 (Rules applicable to transfer of Class C Tracking Shares);
- (e) if the holder of the Class C Tracking Shares does not comply with the obligation to transfer any Class C Tracking Shares in accordance with the terms and conditions of an agreement, if any, entered into in this respect by the Company and the holder of such Class C Tracking Shares.

(5) The price payable for the Class C Tracking Shares shall be:

(a) in the event of redemption of Class C Tracking Shares further to the exercise of the right under any agreement entered into between the Company and the holder of such Class C Tracking Shares with respect to such Class C Tracking Shares, the price as determined in accordance with the provisions of such agreement;

(b) in the event of redemption of Class C Tracking Shares under the conditions set out in Article 12 (4), equal to the price of the shares of Glass Invest that such Class C Tracking Shares track, determined in accordance with schedule 1 of the articles of association of Glass Invest; and

(c) in all other cases of transfer, equal to the price of the shares of Glass Invest that such Class C Tracking Shares track, determined on a prorata basis compared to the price for 100 per cent of the shares and voting rights issued by Glass Invest, to be determined as follows:

(i) the price for 100 per cent of the shares and voting rights issued by Glass Invest shall be equal to the price for 100 per cent of the AIH preferred shares held by Glass Invest, adjusted to take into account the net debt position of Glass Invest (which shall take into account any off-balance sheet commitments having the nature of a financial indemnity and any tax liability (passifs fiscaux y compris latents)); and

(ii) the price of the AIH preferred shares held by Glass Invest shall be equal to the amount of the specific preference financial rights set out in the articles of association of AIH, as calculated in accordance with the terms of such articles of association, accrued and unpaid on the date of the transfer if such amount is positive, and to one (1) euro if no preference financial rights are payable on the date of the transfer,

in each case (i) minus any taxes and charges due by the Company in connection with the payment of the redemption price payable to the holder of the Class C Tracking Shares, if any, and minus (ii) any taxes to be paid by the Company on behalf of the holder of Class C Tracking Shares in connection with the payment of the redemption price to the holder of Class C Tracking Shares.

### **Art. 13. Premium and Reserve Accounts.**

(1) In respect of each class of Shares combined, there is hereby created (i) a general share premium account (the "General Share Premium Account") to which the funds received from time to time as premium, if any, shall be allocated, and (ii) a general equity reserve account (the "General Equity Reserve Account") to which the funds received from time to time as

a contribution without share issuance, if any, shall be allocated. Unless specified as a contribution to an individual account referred to in Article 13(2) to Article 13(8) below, all contributions to the General Share Premium Account and the General Equity Reserve Account shall be allocated to the account in this Article 13(1) and be attributed to all Shares.

The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the General Share Premium Account and the General Equity Reserve Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(2) The Company may maintain a special share premium account for the Class A Ordinary Shares (the "Class A Ordinary Share Premium Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any premium paid up on the Class A Ordinary Shares (the "Class A Ordinary Share Premium"). Amounts so recorded to the Class A Ordinary Share Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Company may maintain a special equity reserve account (account 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" of the Luxembourg Chart of Accounts provided for by the Grand Ducal regulation of 10 June 2009 (Account 115)) for the Class A Ordinary Shares (the "Class A Ordinary Special Equity Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any monies paid up on the Class A Ordinary Shares other than upon a share issuance (the "Class A Ordinary Special Equity"). Amounts so recorded to the Class A Ordinary Special Equity Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the Class A Ordinary Share Premium Account and the Class A Ordinary Special Equity Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(3) The Company may maintain a special share premium account for the Class B Ordinary Shares (the "Class B Ordinary Share Premium Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any premium paid up on the Class B Ordinary Shares (the "Class B Ordinary Share Premium"). Amounts so recorded to the Class B Ordinary Share Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Company may maintain a special equity reserve account (account 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" of the Luxembourg Chart of Accounts provided for by the Grand Ducal regulation of 10 June 2009 (Account 115)) for the Class B Ordinary Shares (the "Class B Ordinary Special Equity Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any monies paid up on the Class B Ordinary Shares other than upon a share issuance (the "Class B Ordinary Special Equity"). Amounts so recorded to the Class B Ordinary Special Equity Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the Class B Ordinary Share Premium Account and the Class B Ordinary Special Equity Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(4) The Company may maintain a special share premium account for the Class C Tracking Shares (the "Class C Tracking Share Premium Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any premium paid up on the Class C Tracking Shares (the "Class C Tracking Share Premium"). Amounts so recorded to the Class C Tracking Share Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Company may maintain a special equity reserve account (account 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" of the Luxembourg Chart of Accounts provided for by the Grand Ducal regulation of 10 June 2009 (Account 115)) for the Class C Tracking Shares (the "Class C Tracking Special Equity Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any monies paid up on the Class C Tracking Shares other than upon a share issuance (the "Class C Tracking Special Equity"). Amounts so recorded to the Class C Tracking Special Equity Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the Class C Tracking Share Premium Account and the Class C Tracking Special Equity Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(5) The Company may maintain a special share premium account for the Senior Class A1 Preferred Shares (the "Senior Class A1 Preferred Share Premium Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any premium paid up on the Senior Class A1 Preferred Shares (the "Senior Class A1 Preferred Share Premium"). Amounts so recorded to the Senior Class A1 Preferred Share Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Company may maintain a special equity reserve account (account 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" of the Luxembourg Chart of Accounts provided for by the Grand Ducal regulation of 10 June 2009 (Account 115)) for the Senior Class A1 Preferred Shares (the "Senior Class A1 Preferred Special Equity Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any monies paid up on the Senior Class A1 Preferred Shares other than upon a share issuance (the "Senior Class A1 Preferred Special Equity"). Amounts so recorded to the Senior Class A1 Preferred Special Equity Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the Senior Class A1 Preferred Share Premium Account and the Senior Class A1 Preferred Special Equity Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(6) The Company may maintain a special share premium account for the Senior Class A2 Preferred Shares (the "Senior Class A2 Preferred Share Premium Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any premium paid up on the Senior Class A2 Preferred Shares (the "Senior Class A2 Preferred Share Premium"). Amounts so recorded to the Senior Class A2 Preferred Share Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Company may maintain a special equity reserve account (account 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" of the Luxembourg Chart of Accounts provided for by the Grand Ducal regulation of 10 June 2009 (Account 115)) for the Senior Class A2 Preferred Shares (the "Senior Class A2 Preferred Special Equity Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any monies paid up on the Senior Class A2 Preferred Shares other than upon a share issuance (the "Senior Class A2 Preferred Special Equity"). Amounts so recorded to the Senior Class A2 Preferred Special Equity Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the Senior Class A2 Preferred Share Premium Account and the Senior Class A2 Preferred Special Equity Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(7) The Company may maintain a special share premium account for the Senior Class B Preferred Shares (the "Senior Class B Preferred Share Premium Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any premium paid up on the Senior Class B Preferred Shares (the "Senior Class B Preferred Share Premium"). Amounts so recorded to the Senior Class B Preferred Share Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Company may maintain a special equity reserve account (account 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" of the Luxembourg Chart of Accounts provided for by the Grand Ducal regulation of 10 June 2009 (Account 115)) for the Senior Class B Preferred Shares (the "Senior Class B Preferred Special Equity Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any monies paid up on the Senior Class B Preferred Shares other than upon a share issuance (the "Senior Class B Preferred Special Equity"). Amounts so recorded to the Senior Class B Preferred Special Equity Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the Senior Class B Preferred Share Premium Account and the Senior Class B Preferred Special Equity Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(8) The Company may maintain a special share premium account for the Junior Class B Preferred Shares (the "Junior Class B Preferred Share Premium Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any premium paid up on the Junior Class B Preferred Shares (the "Junior Class B Preferred Share Premium"). Amounts so recorded to the Junior Class B Preferred Share Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

The Company may maintain a special equity reserve account (account 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" of the Luxembourg Chart of Accounts provided for by the Grand Ducal regulation of 10 June 2009 (Account 115)) for the Junior Class B Preferred Shares (the "Junior Class B Preferred Special Equity Account"), and there shall be recorded to such account the amount or value of any monies paid up on the Junior Class B Preferred Shares other than upon a share issuance (the "Junior Class B Preferred Special Equity"). Amounts so recorded to the Junior Class B Preferred Special Equity Account will constitute freely distributable reserves of the Company. The Shareholders shall be entitled to resolve on a distribution out of the Junior Class B Preferred Share Premium Account and the Junior Class B Preferred Special Equity Account. Such distribution shall be made in accordance with the payment waterfall stipulated in Section VII.

(9) The General Share Premium Account, the Class A Ordinary Share Premium Account, the Class B Ordinary Share Premium Account, the Class C Tracking Share Premium Account, the Senior Class A1 Preferred Share Premium Account, the Senior Class A2 Preferred Share Premium Account, the Senior Class B Preferred Share Premium Account and the Junior Class B Preferred Share Premium Account are together referred to as the "Share Premium Accounts" and individually as a "Share Premium Account".

The General Equity Reserve Account, the Class A Ordinary Special Equity Account, the Class B Ordinary Special Equity Account, the Class C Tracking Special Equity Account, the Senior Class A1 Preferred Special Equity Account, the Senior Class A2 Preferred Special Equity Account, the Senior Class B Preferred Special Equity Account and the Junior Class B Preferred Special Equity Account are together referred to as the "Special Equity Accounts" and individually as a "Special Equity Account".

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 14. Appointment and Revocation of Directors.**

(1) The Company is managed by a board of directors (hereinafter, the "Board of Directors"), composed of at least three (3) and not more than seven (7) directors. The directors need not be shareholders. The directors shall be appointed by the general shareholders meeting for a period not exceeding six (6) years and shall hold office until their successors are elected. The directors may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the general shareholders meeting at a simple majority vote.

(2) The shareholders may decide to appoint one (1) or several class A director(s) and one (1) or several class B director(s).

(3) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which he represents.

(4) Should the permanent representative be unable to perform his duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(5) The designation and succession of the functions of the permanent representative shall be subject to the same publishing rules as if he carried out this mission in his own name and on his/her own behalf. In the event of one or more vacancies on the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors must appoint as soon as possible one or more successors to fill such vacancies until the next general shareholders meeting that will decide on the permanent replacement of the vacant director(s).

(6) Up to two (2) representatives may be appointed in accordance with the terms and conditions of any agreement (if any) among the shareholders of the Company and binding upon the Company to attend as an observer (but not vote) at each and any meeting of the Board of Directors (the "Observers" and individually an "Observer"). An Observer may be removed and another person or entity appointed in his place. An Observer shall have the right to attend in person or by teleconference all meetings of the Board of Directors. An Observer shall be given all information which as a director of the Company it would be entitled to receive and to receive that information (including notice of meetings) at the same time as it is provided to such directors. An Observer shall be entitled to attend and speak at any such meetings but shall not be entitled to vote thereat.

If a legal entity is appointed as an Observer, it must appoint a permanent representative to perform its duties.

#### **Art. 15. Representation and Powers.**

(1) In dealing with third parties, the Board of Directors shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this Article shall have been complied with.

(2) All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general shareholders meeting shall fall within the competence of the Board of Directors.

(3) Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of any two directors. However, if the shareholders have appointed two (2) or more class A directors and two (2) or more class B directors, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of two (2) class A directors and two (2) class B directors or by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the Board of Directors, within the limits of such power.

(4) The Board of Directors shall have the right to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

(5) The Board of Directors may, in compliance with the applicable provisions of the Law and Article 22, decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year.

**Art. 16. Day to Day Management.** The Board of Directors may delegate the day-to-day management of the Company to one or several director(s) or agent(s) and shall determine the director's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

#### **Art. 17. Procedure.**

(1) The Board of Directors shall elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among directors present at the meeting.

(2) The Board of Directors may elect a secretary who need not be a director or a shareholder of the Company.

(3) The meetings of the Board of Directors are convened by the chairman or by any two (2) directors. The Board of Directors shall meet as often as the Company's interest so requires. Meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg.

(4) Written notice, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Board of Directors.

(5) No such convening notice is required if all the members of the Board of Directors are present at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Board of Directors.

(6) Resolutions shall be taken by a simple majority of directors present, and under the condition that at least two (2) class A directors and two (2) class B directors vote in favour of the resolutions if the general shareholders meeting has appointed two (2) or more class A directors and two (2) or more class B directors. In case of ballot, the chairman of the meeting shall not have a casting vote.

One or more directors may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Directors.

#### **IV. General Meeting of Shareholders**

##### **Art. 18. Voting Rights.**

(1) Each Ordinary Share entitles its holder to one vote.

(2) Save for in accordance with article 46 of the Law, the provisions of which are set forth in this Article 18 below and with article 68 of the Law, the Preferred Shares shall not entitle their holders to a right to vote at general shareholders meetings of the Company.

The Preferred Shareholders shall be entitled to vote in every general meeting of the Shareholders called upon to deal with the following matters:

- (a) the issue of new Shares carrying preferential rights;
- (b) any change in the rate of the preferential cumulative dividend attaching to the Preferred Shares;
- (c) the conversion of Preferred Shares into Ordinary Shares;
- (d) the reduction of the capital of the Company;
- (e) any change to the Company's corporate object;
- (f) the issue of convertible bonds;
- (g) the dissolution of the Company before its term;
- (h) the transformation of the Company into a company of another legal form.

Preferred Shareholders shall further have the same voting rights as Ordinary Shareholders at all general shareholders meetings in case, despite the existence of profits available for that purpose, the preferential cumulative dividends as set out in Section VII have not been paid in their entirety for any reason whatsoever for a period of two (2) successive financial years and until such time as all cumulative dividends shall have been received in full.

(3) With respect to those decisions to be taken by the general shareholders meeting concerning the matters listed under (2) above, the Preferred Shareholders shall have the same voting rights as Ordinary Shareholders at all meetings.

(4) Save as set forth above where Preferred Shareholders have voting rights, no account shall be taken of Preferred Shares in determining the conditions as to quorum and majority at the general shareholders meeting.

(5) Where a resolution of the Shareholders is such as to change the respective rights of a specific class of Shares, such resolution must, in order to be valid, fulfil the quorum and majority requirement not only overall but also in each individual class of Shares.

##### **Art. 19. Notices, Quorum, Majority and Voting Proceedings.**

(1) The Shareholders may be convened to general shareholders meetings, or to a class meeting where applicable, by the Board of Directors or the auditor. The Shareholders must be convened to a general meeting following a request in writing from Shareholders representing at least 10% of the share capital.

(2) Written notice of any general meeting, or class meeting where applicable, shall be given to all applicable Shareholders and all bondholders (if any) at least eight (8) days prior to the date of the meeting in accordance with the Law.

(3) General shareholders meetings and class meetings shall be held at such place and time as specified in the notices.

(4) If all the applicable Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the general shareholders meeting or class meeting (where applicable), it may be held without prior notice.

(5) Except as otherwise provided in any agreement (if any) among the Shareholders and binding upon the Company, a Shareholder may grant written power of attorney to another person in order to be represented at any general shareholders meeting or class meeting.

(6) The Board of Directors may, at its own discretion, organise the general shareholders meeting so as to allow any Shareholder to participate in any general shareholders meeting or class meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to a participation in person at the meeting.

(7) Any Shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received at the latest one (1) Business Day prior to the general shareholders meeting or class meeting, if applicable, shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(8) Unless otherwise provided in these Articles, or to the extent that applicable law does not require a higher quorum, all resolutions of the shareholders shall be adopted at a first general meeting (the "First Shareholder Meeting") where at least 50% of the Shares then outstanding and entitled to vote are present or represented.

(9) In the case where the Shareholders are resolving on matters other than the amendment to the Articles, if for the First Shareholder Meeting a quorum is not present, or if during the First Shareholder Meeting a quorum ceases to be present, the First Shareholder Meeting shall be adjourned to the day which occurs no earlier than five (5) Business Days and no later than ten (10) Business Days following the First Shareholder Meeting (or if that is not a Business Day to the next Business Day thereafter) at the same time and place, and a written notice of the same shall be circulated by the Board of Directors to the Shareholders within twenty-four (24) hours of the adjournment. The quorum at such second general shareholders meeting shall be the same as for the First Shareholder Meeting (i.e. shall exist where 50% of the Shares then outstanding and entitled to vote are present or represented) and such second general shareholders meeting, shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Shareholder Meeting in the original notice circulated to the relevant Shareholders.

(10) In the case where the Shareholders are resolving on the amendment to the Articles, if for the First Shareholder Meeting a quorum is not present, or if during the First Shareholder Meeting a quorum ceases to be present, a second shareholders meeting shall be convened, by written notice given to all Shareholders and all bondholders (if any) sent fifteen (15) days before the second shareholder meeting, and by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the *Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations* and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the First Shareholder Meeting. The quorum at such second general shareholder meeting shall be the same as for the First Shareholder Meeting (i.e. exist where 50% of the Shares then outstanding and entitled to vote are present or represented) and such second general shareholder meeting shall not validly resolve on any matter which was not identified on the agenda of the First Shareholder Meeting in the original notice circulated to the relevant Shareholders.

(11) Unless otherwise provided in these Articles, resolutions to be adopted at general meetings shall be passed by a simple majority vote of all Shareholders attending or being represented at a meeting and entitled to vote at such meeting.

(12) The matters set forth in this Article 19(12) shall be subject to the approval of the shareholders as specified herein (the "Reserved Matters"):

(a) the affirmative vote of 66.67% of the votes cast at a general shareholders meeting, or when written consultation of the Shareholders is permitted pursuant to Article 19(13), the affirmative vote of 66.67% of the Shares validly participating to such written consultation, shall be required to authorise:

(i) any acquisition or disposal by the Company of securities of any entity other than Group Companies (other than securities held for cash management purposes);

(ii) the setting-up or material amendment to any management incentive plan (to the extent based on the issuance of options and securities by any Group Company) (except for the MIP);

(iii) a share capital reduction or amortisation of the Company;

(iv) a share capital reduction or amortisation of AIH;

(v) the merger, spin-off or winding up (and appointment of a liquidator) of the Company;

(vi) the merger, spin-off or winding up (and appointment of a liquidator) of AIH;

(vii) amendments to the Articles (other than amendments requiring a unanimous consent under applicable law);

(viii) amendments to the articles of association of AIH (other than amendments requiring a unanimous consent under applicable law);

(ix) any issuance of shares, options or securities giving directly or indirectly, immediately on a differed term, access (by conversion, exchange, reimbursement, exercise of warrants or otherwise) to any person (other than a Group Company) to the share capital of the Company or amendments to the terms of any issued securities;

(x) any issuance of shares, options or securities giving directly or indirectly, immediately on a differed term, access (by conversion, exchange, reimbursement, exercise of warrants or otherwise) to any person (other than a Group Company) to the share capital of AIH or amendments to the terms of any issued securities.

(b) the simple majority of the votes cast at a general shareholders meeting, or when written consultation of the Shareholders is permitted pursuant to Article 19(13), the affirmative vote of simple majority of the Shares validly participating to such written consultation, shall be required to authorise:

(i) approval of stand-alone and, if applicable, consolidated annual accounts of the Company;

(ii) approval of stand-alone and consolidated annual accounts of AIH;

(iii) any transaction (other than a transaction entered into on arm's length or ordinary course of business) between a Group Company and any of (i) the directors or legal representatives of (a) the Company or (b) AIH, (ii) the Company or (iii) Shareholders;

(iv) distribution of annual dividends or the distribution of reserves of the Company;

(v) the completion of any initial public offering process of the Company or AIH.

(c) Any change of nationality of the Company and any increase in Shareholder's commitment in the Company requires the unanimous consent of the Shareholders and bondholders (if any).

(d) Any amendments to any provisions of the articles of association of AIH which require unanimous vote under French law requires the unanimous consent of the Shareholders present or represented at a general shareholders meeting or if such consent is sought by written consultation of the Shareholders pursuant to Article 19(13), the unanimous written consent of the Shareholders.

(13) Written consultation

(a) Unless the decision has to be taken in a general meeting as a matter of mandatory Luxembourg law, the Board of Directors will be free to organise a written consultation of the Shareholders entitled to vote. For such purpose, the Board of Directors will notify to all Shareholders a written consultation form, which shall contain the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Any written consultation form shall be sent in accordance with the rules set forth in Article 27.

(b) To validly participate in such written consultation in respect of a given resolution, a Shareholder shall tick one of the three boxes in respect of such resolution, and return the written consultation form to the Company within ten (10) Business Days of receipt thereof. For the avoidance of doubt, Preferred Shareholders shall only receive such written consultation for information purposes and shall not be entitled to vote, except in case they have a voting right pursuant to Article 18 or otherwise as a matter of Luxembourg law.

(c) If the written consultation form of a Shareholder is not received by the Company within such ten (10) Business Day period, that Shareholder will forthwith not be included in calculating whether the consent of the relevant percentage of the Shares has been obtained to approve such consent and shall thus not be validly participating in such written consultation. Voting forms which, in respect of a given resolution, indicate neither a voting intention nor an abstention shall, in respect of such resolution, be considered invalid.

(d) The resolutions included in the written consultation form shall be adopted when the majority requirement mentioned in this Article 19 is met.

## V. Supervision - Annual Accounts - Allocation of Profits

**Art. 20. Supervision.** The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors as foreseen by law. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors. The statutory auditors shall be appointed by the annual general shareholders meeting for a period not exceeding six (6) years. Their mandate may be renewed.

**Art. 21. Financial Year and Approval of Annual Accounts.**

(1) The financial year begins on the first (1) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

(2) The Board of Directors shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

The Company shall ensure that the annual accounts, the annual report and the information to be added pursuant to the Law shall be available at its registered office from the date on which the general meeting at which they are to be discussed and, if appropriate, adopted is convened.

The annual general shareholders meeting shall adopt the annual accounts. The annual general shareholders meeting shall be held at the registered office or any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the 20<sup>th</sup> day of May of each year at 11 a.m.. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general shareholders meeting shall be held on the following business day. The annual general shareholders meeting may be held abroad if, in the Board of Directors' absolute discretion, exceptional circumstances so require.

**Art. 22. Allocation of Profits.**

(1) 5% of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to 10% of the share capital.

(2) The general meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend (in which case such dividend must be paid in accordance with the payment waterfall referred to in Section VII of these Articles), to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

(3) Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(a) the Board of Directors must draw up interim accounts;

(b) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(c) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board of Directors must resolve to distribute the interim dividends;



(d) the payment of the interim dividend is made in accordance with the payment waterfall referred to in Section VII of these Articles; and

(e) the statutory auditor(s) must prepare a report addressed to the Board of Directors which must verify whether the conditions mentioned under the above items (a) to (c) inclusive have been met.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 23. Dissolution - Liquidation.

(1) The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general shareholders meeting acting in accordance with the conditions prescribed for in Article 19. The general meeting shall appoint one or several liquidators in accordance with Article 19, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the general shareholders meeting, the liquidators shall have full powers to realise the Company's assets and pay its liabilities.

(2) The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the Shareholders always in accordance with the payment waterfall referred to in Section VII of these Articles.

## VII. Dividend and Payment Waterfall

### Art. 24. Dividend Rights.

(1) Without prejudice to any further right to participate in distributions under the Articles, the Senior Class A1 Preferred Shares shall have the right to (i) a preferential and cumulative dividend, accruing daily and compounding annually, corresponding to 8% of their nominal value and share premium, if any (the "Senior Class A1 Preferred Dividend").

(2) Without prejudice to any further right to participate in distributions under the Articles, the Senior Class A2 Preferred Shares shall have the right to a preferential and cumulative dividend, accruing daily and compounding annually, corresponding to 8% of their nominal value and share premium, if any, (the "Senior Class A2 Preferred Dividend").

(3) Without prejudice to any further right to participate in distributions under the Articles, the Senior Class B Preferred Shares shall have the right to a preferential and cumulative dividend, accruing daily and compounding annually, corresponding to 8% of their nominal value and share premium, if any, (the "Senior Class B Preferred Dividend").

(4) Without prejudice to any further right to participate in distributions under the Articles, the Junior Class B Preferred Shares shall have the right to a preferential and cumulative dividend, accruing daily and compounding annually, corresponding to 8% of their nominal value and share premium, if any, (the "Junior Preferred Dividend").

(5) Each Class C Tracking Share shall give the right to a dividend corresponding to the amount of dividends received by the Company from Glass Invest attributed to the holding of twenty-seven (27) class B shares issued by Glass Invest (the "Glass Invest Tracked Shares Attribution"), minus any taxes and charges due by the Company in connection with the receipt of the dividends attributed to each Glass Invest Tracked Shares Attribution.

(6) Without prejudice to any further right to participate in distributions under the Articles, the Senior Class A1 Preferred Shares, the Class A Ordinary Shares and the Class B Ordinary Shares shall have the right to a dividend as may be resolved by the general shareholders meeting (the "Ordinary Dividend").

The Ordinary Dividend (if any) shall be distributed to holders of Senior Class A1 Preferred Shares the Class A Ordinary Shares and the Class B Ordinary Shares as follows: (i) 84.13% to the Class B Ordinary Shares on a pari passu and pro rata basis, (ii) 5% to the Senior Class A1 Preferred Shares on a pari passu and pro rata basis and (iii) the balance to the Class A Ordinary Shares on a pro rata and pari passu basis.

(7) No Junior Preferred Dividend or Ordinary Dividend shall be declared or paid at anytime while the Senior Class A1 Preferred Shares, Senior Class A2 Preferred Shares or Senior Class B Preferred Shares are outstanding, unless simultaneously with the payment of any such dividend the Senior Class A1 Preferred Shares, Senior Class A2 Preferred Shares and Senior Class B Preferred Shares shall cease to remain outstanding.

### Art. 25. Payment Waterfall.

(1) The proceeds of a Sale, IPO, liquidation or dissolution as well as the proceeds from any reduction, reimbursement, amortization or redemption (other than a redemption of Class C Tracking Shares in accordance with Article 12) of the share capital of the Company, the liquidation or dissolution of the Company, dividend and interim dividend or reserves distribution by the Company, must, after the satisfaction of any senior obligation of the Company (including, for the avoidance of doubt, any loan granted to the Company by one or more of its Shareholders) and subject to the payment waterfall provisions of any agreement (if any) among the Shareholders and binding upon the Company, be shared, whether in relation to Shares or otherwise, in the following order of preference (such payment waterfall only applying to Shares in issue at the date of the distribution):

(a) First, in payment, on a pari passu basis, of an amount which corresponds to:

(i) the nominal value and share premium, if any, paid for the Senior Class A1 Preferred Shares and all accrued but unpaid Senior Class A1 Preferred Dividend;

(ii) the nominal value and share premium, if any, paid for the Senior Class A2 Preferred Shares and all accrued but unpaid Senior Class A2 Preferred Dividend; and

(iii) the nominal value and share premium, if any, paid for the Senior Class B Preferred Shares and all accrued but unpaid Senior Class B Preferred Dividend;

(b) Second, in payment of the MIP, on a pari passu basis:

(i) to the holders of Class C Tracking Shares, of an amount, if positive, per Class C Tracking Share equal to (i) the sale price of the Class C Tracking Shares, if any, and the amount of the dividends or the liquidation proceeds attributed to the Glass Invest Tracked Shares Attribution, if any (the "Proceeds"), minus (ii) any transaction costs incurred in connection with the payment of such Proceeds to the holders of the Class C Tracking Shares, minus (iii) any taxes and charges due by the Company in connection with the payment of the Proceeds to the holders of the Class C Tracking Shares, if any, and minus (iv) any taxes to be paid by the Company on behalf of the holders of Class C Tracking Shares in connection with the payment of the Proceeds to the holders of Class C Tracking Shares;

(ii) any contractual bonus arrangement that the Company may enter into from time to time with certain eligible managers of the Group; and

(iii) any other rights, if any, set out in an agreement (if any) among the shareholders of the Company and binding upon the Company.

(c) Third, in payment, on a pari passu basis, of an amount which corresponds to the nominal value and share premium, if any, paid for the Junior Class B Preferred Shares and all accrued but unpaid Junior Class B Preferred Dividend;

(d) Fourth, in payment of the Remaining Return to all holders of Senior Class A1 Preferred Shares, Class A Ordinary Shares and Class B Ordinary Shares as follows: (i) 84.13% to the Class B Ordinary Shares on a pari passu and pro rata basis, (ii) 5% to the Senior Class A1 Preferred Shares on a pari passu and pro rata basis and (iii) the balance to the Class A Ordinary Shares on a pro rata and pari passu basis.

(2) For the avoidance of doubt, in the event of a liquidation of the Company any payment made to the Shares in accordance with Article 25(1) shall first be deemed to be a repayment of their respective nominal amount, Share Premium Account (if any) and Special Equity Account (if any) and, once these are deemed to be repaid, such payments shall then be deemed to be a payment of liquidation proceeds.

### VIII. Definitions

**Art. 26.** In addition to the other terms defined in other articles of these Articles, the following terms and words shall have the meaning, if and when written with capital letters:

"Affiliate" means, with respect to any Entity, any other Entity that, directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under common Control with, such Entity provided that the portfolio companies of an investment fund shall not be considered as "Affiliates" of such investment fund's management company or general partner;

"AIH" means ARC International, a public limited liability company (société anonyme) under French law, registered with the Trade and Companies Register of Boulogne sur Mer under number 575 680 350;

"Business Day" means any day of the week except for Saturday, Sunday or public holiday in France, the United States and the Grand Duchy of Luxembourg;

"Code" means the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended;

"Control" means that an Entity directly or indirectly holds a fraction of the capital giving it the majority of the voting rights at general meetings of another Entity or holds alone the majority of the voting rights within the said Entity pursuant to an agreement made with other shareholders or partners, where such agreement is not inconsistent with the interest of the said Entity; for the avoidance of doubt, it is specified that a general partner / management company is deemed to Control a limited partnership / professional private equity or venture capital fund managed or advised by it;

"Entity" means any legal entity, as well as any société en participation, fonds commun de placement à risques or fonds professionnel de capital investissement, limited partnership and any similar or equivalent organizations, having or not the legal personality;

"Glass Invest" means Glass Invest 1, a French société par actions simplifiée, whose registered office is at 104, avenue du Général de Gaulle, 62510 Arques incorporated at the Commerce and Companies Registry of Boulogne-sur-Mer under registration number 812 304 210;

"Group Companies" means the Company, AIH and its subsidiaries, and "Group Company" shall mean any of them;

"IPO" means the admission of the shares of the Company, AIH or any Group Company to trading on a regulated market;

"Law" means the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time;

"MIP" means any equity based incentive plan granted or to be granted to any director, officer or employee of the Company or any other Group Company in accordance with the terms of any management incentive plan;

"Ordinary Shareholders" means the holders of Ordinary Shares and "Ordinary Shareholder" means any of them;

"Preferred Shareholders" means the holders of Preferred Shares and "Preferred Shareholder" means any of them;

"Remaining Return" means an amount equal to the proceeds remaining after payment made pursuant to Article 24(5).

"Sale" means the direct or indirect transfer of the Control of AIH and its subsidiaries.

"Shareholders" means a holder of Shares and "Shareholder" means any of them.

## IX. General Provisions

### Art. 27. Notices.

(1) Any notice, demand or other communication given or made under or in connection with these Articles shall only be effective if made in writing and:

- (a) delivered by hand with an acknowledgment of receipt;
  - (b) sent by registered letter with acknowledgement of receipt requested;
  - (c) sent by an international courier service providing monitoring of the sending and receipt of the mail (such as Fedex or DHL);
  - (d) sent by facsimile or e-mail (which shall contain a scanned copy of the executed notice), with confirmation by concomitant sending of an executed original notice (a) by registered letter with acknowledgement of receipt requested, or (b) by an international courier service providing monitoring of the sending and receipt of the mail (such as Fedex or DHL);
- to the address and for the attention of the recipient provided by the relevant Shareholder to the Company (or to any other address or for the attention of any other person designated by the recipient to the Company in compliance with the provisions of this Article 27).

(2) The notices hereunder shall be deemed to be:

- (a) in the case of notices served by hand delivery, sent and received on the date of receipt,
- (b) in the case of registered letters with acknowledgement of receipt, sent at the date of postmark stamped on the sending receipt and received on the day of first presentation (or the next Business Day if such day of first presentation is not a Business Day),
- (c) in the case of notices sent by international courier, sent at the date of collection shown on by the monitoring document produced by the international courier service and received on the day of first presentation (or the next Business Day if such day of first presentation is not a Business Day).
- (d) in the case of facsimiles or e-mails sent before 6:00 p.m. (CET), sent the day of sending and received the day of sending (or the next Business Day if the Day of sending is not a Business Day),
- (e) in the case of facsimiles or e-mails sent after 6:00 p.m. (CET), sent and received the Business Day following the day of sending.

**Art. 28.** When calculating the period of time within which or following which any act is to be done or step taken, the date which is the reference day in calculating such period shall be excluded and if the last day of such period is not a Business Day, the period shall end on the immediately following Business Day.

**Art. 29.** Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, shall constitute one and the same document.

**Art. 30.** All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with applicable law.

### *Seventh resolution*

The Meeting RESOLVES to approve (i) the issuance of the New AIH Shares, (ii) the subscription to such New AIH Shares by Glass Invest 1 and (iii) the thereto related amendment to the articles of ARC International in accordance with article 19(12) of the Articles.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately three thousand euros (EUR 3,000.-).

### *Declaration*

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, the said persons signed together with the notary, this original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois de novembre,

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché du Luxembourg,

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de Glass Holding S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46, avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B194758, constituée par un acte de Maître Danielle Kolbach, notaire résidant à Redange-sur-Attert, Grand-Duché du Luxembourg, en date du 17 février 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 906 en date du 2 avril 2015 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Danielle Kolbach, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché du Luxembourg, en date du 25 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1352 en date du 27 mai 2015.

L'Assemblée est présidée par Nathalie Chevalier, résidant professionnellement à 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg (le "Président"). Le Président nomme Joost Mees, résidant professionnellement à 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, comme secrétaire de l'Assemblée (le "Secrétaire"). L'Assemblée nomme Joel Corcessin, résidant professionnellement à 104, avenue du Général de Gaulle, 62510 Arques, France, comme scrutateur de l'Assemblée (le "Scrutateur").

Le bureau de l'Assemblée (le "Bureau") ayant ainsi été constitué, le Président a requis le notaire soussigné de documenter ce qui suit:

(i) que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Création d'une nouvelle classe d'actions dans le capital social de la Société, nommément les actions traçantes remboursables de classe C.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent un euros et un centime (EUR 101,01), pour le porter de son montant actuel de cent vingt-quatre mille vingt-deux Euro et quatre-vingt centimes (124.022,80 EUR), représenté par (i) douze millions soixante-deux mille deux cent soixante-quatre (12.062.264) actions ordinaires de classe A, (ii) vingt mille (20.000) actions ordinaires de classe B, (iii) vingt mille (20.000) actions préférentielles senior de classe A1, (iv) cent mille (100.000) actions préférentielles senior de classe A2, (v) cent mille huit (100.008) actions préférentielles senior de classe B et (vi) cent mille huit (100.008) actions préférentielles junior de classe B, d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, à un montant de cent vingt-quatre mille cent vingt-trois Euro et quatre-vingt-un centimes (EUR 124.123,81), représenté par (i) douze millions soixante-deux mille deux cent soixante-quatre (12.062.264) actions ordinaires de classe A, (ii) vingt mille (20.000) actions ordinaires de classe B, (iii) dix mille cent et une (10.101) actions traçantes remboursables de classe C, (iv) vingt mille (20.000) actions préférentielles senior de classe A1, (v) cent mille (100.000) actions préférentielles senior de classe A2, (vi) cent mille huit (100.008) actions préférentielles senior de classe B et (vii) cent mille huit (100.008) actions préférentielles junior de classe B, d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, par l'émission de dix mille cent et une (10.101) actions traçantes remboursables de classe C d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune (les "Nouvelles Actions"), ayant les droits et privilèges tels que décrits dans les statuts de la Société (les "Statuts").

3. Renonciation du droit préférentiel de souscription des actionnaires de la Société relatif à l'augmentation de capital susmentionnée de la Société.

4. Acceptation de la souscription aux Nouvelles Actions par Timothy Gollin, de nationalité américaine né le 9 janvier 1960, résidant à 92 Kings HWY, Chilmark MA 02535, Etats-Unis, avec le paiement d'une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt-trois mille cinq cent trente-cinq euros et sept centimes (EUR 283.535,07), au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de deux cent quatre-vingt-trois mille six cent trente-six euros et huit centimes (EUR 283.636,08) (le "Prix de Souscription") et allocation par la Société des Nouvelles Actions à Timothy Gollin.

5. Modification des paragraphes 1 et 2 de l'article 5 des Statuts afin de refléter les résolutions adoptées devant être adoptées aux points 1. à 4. ci-dessus, comme suit:

#### **" Art. 5. Capital.**

(1) Le capital social souscrit de la Société est fixé à cent vingt-quatre mille cent vingt-trois euros et quatre-vingt-et-un centimes (EUR 124.123,81) représentés par (i) douze millions soixante-deux mille deux cent soixante-quatre (12.062.264) actions ordinaires de classe A actions ordinaires de classe A (les "Actions Ordinaires de Classe A"), (ii) vingt mille (20.000) actions ordinaires de classe B (les "Actions Ordinaires de Classe B"), (iii) dix mille cent et une (10.101) actions traçantes remboursables de classe C (les "Actions Traçantes de Classe C"), (iv) vingt mille (20.000) actions de préférence senior sans droit de vote de classe A1 (les "Actions de Préférence Senior de Classe A1"), (v) cent mille (100.000) actions de préférence senior sans droit de vote de classe A2 (les "Actions de Préférence Senior de Classe A2"), (vi) cent mille huit (100.008) actions préférentielles senior de classe B (les "Actions de Préférence Senior de Classe B") et (vii) cent mille huit (100.008) actions préférentielles junior de classe B (les "Actions de Préférence Junior de Classe B"), toutes sous la forme nominative et ayant une valeur nominale d'un centime d'Euros (EUR 0,01) chacune.

(2) Les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe B et les Actions Traçantes de Classe C seront ensemble appelées les "Actions Ordinaires".

Les Actions de Préférence Senior de Classe A1, les Actions de Préférence Senior de Classe A2, les Actions de Préférence Senior de Classe B et les Actions de Préférence Junior de Classe B seront ensemble appelées les "Actions de Préférence" et ensemble avec les Actions Ordinaires, les "Actions".

6. Refonte totale des Statuts afin de refléter les droits attribués aux actions traçantes remboursables de classe C nouvellement émises.

7. Approbation de (i) l'émission de nouvelles actions préférentielles de classe B par ARC International, une filiale de la Société organisée sous forme de société anonyme de droit français, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Boulogne sur Mer sous le numéro 575 680 350 (les "Nouvelles Actions AIH"), (ii) la souscription des Nouvelles Actions AIH par Glass Invest 1 et (iii) la modification des statuts de ARC International conformément à l'article 19(12) des Statuts.

8. Divers.

(ii) que les actionnaires présents à l'Assemblée, les actionnaires absents et représentés ainsi que leur représentant respectif, et le nombre d'actions détenus par chaque actionnaire sont indiqués sur une liste de présence; ladite liste de présence, après avoir été contrôlée par les actionnaires présents à l'Assemblée, les représentants des actionnaires représentés et le Bureau de l'Assemblée, a été signée par le Bureau de l'Assemblée et restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

(iii) que les procurations octroyées par les actionnaires représentés à la présente Assemblée, après avoir été signés "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentaire, resteront également annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

(iv) que l'intégralité du capital social souscrit de la Société étant représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ayant déclaré avoir été informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à la présente assemblée, aucune notice de convocation n'est nécessaire.

(v) que la présente Assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut ainsi valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires, après délibération, a adopté unanimement les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée DECIDE de créer une nouvelle classe d'actions dans le capital social de la Société, nommément les actions traçantes remboursables de classe C, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent un euros et un centime (EUR 101,01), pour le porter de son montant actuel de cent vingt-quatre mille vingt-deux Euro et quatre-vingt centimes (124.022,80 EUR), représenté par (i) douze millions soixante-deux mille deux cent soixante-quatre (12.062.264) actions ordinaires de classe A, (ii) vingt mille (20.000) actions ordinaires de classe B, (iii) vingt mille (20.000) actions préférentielles senior de classe A1, (iv) cent mille (100.000) actions préférentielles senior de classe A2, (v) cent mille huit (100.008) actions préférentielles senior de classe B et (vi) cent mille huit (100.008) actions préférentielles junior de classe B, d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, à un montant de de cent vingt-quatre mille cent vingt-trois Euro et quatre-vingt-un centimes (EUR 124.123,81), représenté par (i) douze millions soixante-deux mille deux cent soixante-quatre (12.062.264) actions ordinaires de classe A, (ii) vingt mille (20.000) actions ordinaires de classe B, (iii) dix mille cent une (10.101) actions traçantes remboursables de classe C, (iv) vingt mille (20.000) actions préférentielles senior de classe A1, (v) cent mille (100.000) actions préférentielles senior de classe A2, (vi) cent mille huit (100.008) actions préférentielles senior de classe B et (vii) cent mille huit (100.008) actions préférentielles junior de classe B, d'une valeur nominale d'un centime (0,01 EUR) chacune, par l'émission de dix mille cent une (10.101) actions traçantes remboursables de classe C d'une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, ayant les droits et privilèges tels que décrits dans les Statuts.

#### *Troisième résolution*

Les actionnaires de la Société décident de renoncer à leur droit préférentiel de souscription relatif à l'augmentation de capital susmentionnée de la Société.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée DECIDE d'accepter la souscription aux Nouvelles Actions par Timothy Gollin, de nationalité américaine né le 9 janvier 1960, résidant à 92 Kings HWY, Chilmark MA 02535, Etats-Unis, avec le paiement d'une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt-trois mille cinq cent trente-cinq euros et sept centimes (EUR 283.535,07), au moyen du paiement en numéraire du Prix de Souscription de deux cent quatre-vingt-trois mille six cent trente-six euros et huit centimes (EUR 283.636,08) et d'allouer les Nouvelles Actions à Timothy Gollin.

#### *Souscription / Paiement*

Intervient maintenant Timothy Gollin, représenté par Joel Corcessin en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement, et déclare:

(a) souscrire aux Nouvelles Actions; et

(b) payer et libérer l'intégralité des Nouvelles Actions au moyen d'un apport en numéraire du Prix de Souscription ayant une valeur totale de deux cent quatre-vingt-trois mille six cent trente-six euros et huit centimes (EUR 283.636,08).

Le Prix de Souscription se trouve dorénavant à la libre disposition de la Société, preuve en a été fournie au notaire instrumentaire.

L'Assemblée DECIDE d'allouer le Prix de Souscription de la façon suivante:

(a) cent un euros et un centime (EUR 101,01) sont alloués au compte de capital social nominal de la Société; et

(b) deux cent quatre-vingt-trois mille cinq cent trente-cinq euros et sept centimes (EUR 283.535,07) sont alloués au compte de prime d'émission attaché aux actions traçantes remboursables de classe C.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée DECIDE de modifier les paragraphes 1 et 2 de l'article 5 des Statuts pour refléter les résolutions adoptées ci-dessus, comme suit:

#### **" Art. 5. Capital.**

(1) Le capital social souscrit de la Société est fixé à cent vingt-quatre mille cent vingt-trois euros et quatre-vingt-et-une centimes (EUR 124.123,81) représentés par (i) douze millions soixante-deux mille deux cent soixante-quatre (12.062.264) actions ordinaires de classe A (les "Actions Ordinaires de Classe A"), (ii) vingt mille (20.000) actions ordinaires de classe B (les "Actions Ordinaires de Classe B"), (iii) dix mille cent et une (10.101) actions traçantes remboursables de classe C (les "Actions Traçantes de Classe C"), (iv) vingt mille (20.000) actions de préférence senior sans droit de vote de classe A1 (les "Actions de Préférence Senior de Classe A1"), (v) cent mille (100.000) actions de préférence senior sans droit de vote de classe A2 (les "Actions de Préférence Senior de Classe A2"), (vi) cent mille huit (100.008) actions préférentielles senior de classe B (les "Actions de Préférence Senior de Classe B") et (vii) cent mille huit (100.008) actions préférentielles junior de classe B (les "Actions de Préférence Junior de Classe B"), toutes sous la forme nominative et ayant une valeur nominale d'une centime d'Euros (EUR 0,01) chacune.

(2) Les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe B et les Actions Traçantes de Classe C seront ensemble appelées les "Actions Ordinaires". Les Actions de Préférence Senior de Classe A1, les Actions de Préférence Senior de Classe A2, les Actions de Préférence Senior de Classe B et les Actions de Préférence Junior de Classe B seront ensemble appelées les "Actions de Préférence" et ensemble avec les Actions Ordinaires, les "Actions".

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée DECIDE de refondre complètement les Statuts de la façon suivante afin de refléter les droits attribués aux actions traçantes remboursables de classe C nouvellement émises:

### **I. Dénomination - Forme Sociale - Durée - Siège Social**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination et Forme Sociale.** Il est ici formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront par la suite propriétaires des actions ci-après émises, une société anonyme, sous la dénomination de "Glass Holding S.A." (ci- après la "Société").

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par une résolution des actionnaires adoptée conformément à la procédure prévue pour la modification de ces statuts (les "Statuts", et chacun des articles de ces statuts un "Article"), telle que prescrite à l'Article 22.

#### **Art. 3. Objet Social.**

(1) L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la vente de participations dans AIH et Glass Invest et la gestion de ces participations. La Société peut plus particulièrement acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par AIH et Glass Invest.

(2) Etant entendu que la Société ne participera à aucune transaction qui impliquerait qu'elle soit engagée dans une activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de toutes sortes de titres de créance ou de capital. La Société peut émettre des instruments de financement convertibles et des bons de souscription d'actions. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à des entreprises dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles des entreprises dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient et, de manière générale, en sa faveur et en faveur desdites entreprises dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient.

(3) La Société peut employer toutes les techniques, moyens légaux et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

(4) La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou administratives quotidiennes qui, directement ou indirectement, sont nécessaires à son objet social.

#### **Art. 4. Siège Social.**

(1) Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil d'administration.

(2) Lorsque le conseil d'administration estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances; ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

## **II. Capital - Actions - Transfert d'Actions**

#### **Art. 5. Capital.**

(1) Le capital social souscrit de la Société est fixé à cent vingt-quatre mille cent vingt-deux Euro et quatre-vingt centimes (124.122,80 EUR) représentés par (i) douze millions soixante-deux mille deux cent soixante-quatre (12.062.264) actions ordinaires de classe A actions ordinaires de classe A (les "Actions Ordinaires de Classe A"), (ii) vingt mille (20.000) actions ordinaires de classe B (les "Actions Ordinaires de Classe B"), (iii) dix mille cent une (10.101) actions traçantes rachetables de classe C (les "Actions Traçantes de Classe C"), (iv) vingt mille (20.000) actions de préférence senior sans droit de vote de classe A1 (les "Actions de Préférence Senior de Classe A1"), (v) cent mille (100.000) actions de préférence senior sans droit de vote de classe A2 (les "Actions de Préférence Senior de Classe A2"), (vi) cent mille huit (100.008) actions préférentielles senior de classe B (les "Actions de Préférence Senior de Classe B") et (vii) cent mille huit (100.008) actions préférentielles junior de classe B (les "Actions de Préférence Junior de Classe B"), toutes sous la forme nominative et ayant une valeur nominale d'un Centime d'Euros (EUR 0,01) chacune.

(2) Les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe B et les Actions Traçantes de Classe C seront ensemble appelées les "Actions Ordinaires". Les Actions de Préférence Senior de Classe A1, les Actions de Préférence Senior de Classe A2, les Actions de Préférence Senior de Classe B et les Actions de Préférence Junior de Classe B seront ensemble appelées les "Actions de Préférence" et ensemble avec les Actions Ordinaires, les "Actions".

(3) Le capital social peut être augmenté ou diminué à une ou plusieurs occasions par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires réunie conformément aux conditions prescrites pour la modification des Statuts.

(4) En cas d'émission de nouvelles Actions, chaque Actionnaire aura le droit et la possibilité de souscrire (directement ou par l'intermédiaire d'un Affilié), au même moment et dans les mêmes termes que la nouvelle émission d'Actions, à des Actions de classe identique à celles qu'ils détiennent déjà au prorata de leur détention respective de ces classes d'Actions.

Une offre de nouvelles Actions prévoira une période de 30 jours et ne dépassant pas 45 jours au cours de laquelle elle devra être acceptée ou, à défaut, disparaître.

#### **Art. 6. Actions.**

(1) Les Actions sont et resteront des actions nominatives. Un registre des actionnaires sera conservé au siège social de la Société. Ce registre mentionnera le nom de chaque Actionnaire, son lieu de résidence ou domicile élu, le nombre d'Actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune des actions et les transferts d'Actions et dates de ces transferts. Chaque Actionnaire notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement d'adresse. La Société aura le droit de se baser sur la dernière adresse qui lui aura été communiquée.

(2) La Société ne reconnaît qu'un (1) propriétaire par Action. La propriété des Actions nominatives résultera des enregistrements dans le registre des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'Article 7, un Actionnaire peut transférer la nue-propriété d'une Action à une autre personne. Tout transfert devra être notifié à la Société. A moins qu'il n'ait été convenu du contraire, les usufruitiers d'Actions (les "Usufruitiers"), représentent les nus-propriétaires (les "Nus-Propriétaires") vis-à-vis de la Société. Les Usufruitiers ont le droit de voter à toute assemblée générale des actionnaires (ordinaires ou extraordinaires). En cas d'augmentation de capital par émission de nouvelles Actions par apport en numéraire, l'exercice des droits préférentiels de souscription aux nouvelles Actions appartient au Nu-Propriétaire. Si ce dernier vend les droits préférentiels de souscription, la valeur de la vente ou des actifs qu'il acquiert en échange sont sujet à l'usufruit. Si le Nu-Propriétaire n'exerce pas son droit, l'Usufruitier peut le remplacer et souscrire à de nouvelles Actions ou vendre les droits préférentiels de souscription. Dans ce dernier cas, le Nu-Propriétaire peut demander le réinvestissement des bénéfices tirés de la vente. Les Actifs acquis de cette manière sont sujet à l'usufruit.

Les nouvelles Actions appartiennent au Nu-Propriétaire en ce qui concerne la nue-propriété et à l'Usufruitier en ce qui concerne l'usufruit.

(3) Les Actions Ordinaires de Classe A seront identiques en tout point et se diviseront proportionnellement dans le paiement de dividendes et dans toute distribution d'actifs qui sont alloués à ces Actions Ordinaires de Classe A conformément à la distribution des bénéfices mentionnée à la Section VII de ces Statuts.

(4) Les Actions Ordinaires de Classe B seront identiques en tout point et se diviseront proportionnellement dans le paiement de dividendes et dans toute distribution d'actifs qui sont alloués à ces Actions Ordinaires de Classe B conformément à la distribution des bénéfices mentionnée à la Section VII de ces Statuts.

(5) Les Actions Traçantes de Classe C seront identiques en tout point et se diviseront proportionnellement dans le paiement de dividendes et dans toute distribution d'actifs qui sont alloués à ces Actions Traçantes de Classe C conformément à la distribution des bénéfices mentionnée à la Section VII de ces Statuts.

(6) Les Actions de Préférence Senior de Classe A1 seront identiques en tout point et se diviseront proportionnellement dans le paiement de dividendes et dans toute distribution d'actifs qui sont alloués à ces Actions de Préférence Senior de Classe A1 conformément à la distribution des bénéfices mentionnée à la Section VII de ces Statuts.

(7) Les Actions de Préférence Senior de Classe A2 seront identiques en tout point et se diviseront proportionnellement dans le paiement de dividendes et dans toute distribution d'actifs qui sont alloués à ces Actions de Préférence Senior de Classe A2 conformément à la distribution des bénéfices mentionnée à la Section VII de ces Statuts.

(8) Les Actions de Préférence Senior de Classe B seront identiques en tout point et se diviseront proportionnellement dans le paiement de dividendes et dans toute distribution d'actifs qui sont alloués à ces Actions de Préférence Senior de Classe B conformément à la distribution des bénéfices mentionnée à la Section VII de ces Statuts.

(9) Les Actions de Préférence Junior de Classe B seront identiques en tout point et se diviseront proportionnellement dans le paiement de dividendes et dans toute distribution d'actifs qui sont alloués à ces Actions de Préférence Junior de Classe B conformément à la distribution des bénéfices mentionnée à la Section VII de ces Statuts.

#### **Art. 7. Règles Générales Applicables aux Transferts d'Actions.**

(1) Un transfert d'Action sera effectif par une déclaration écrite de transfert enregistrée dans le registre des actionnaires, cette déclaration de transfert sera datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant procuration à cet effet. La Société peut aussi accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de transfert que la Société jugera satisfaisant.

(2) Aucun transfert ne sera réalisé par un Actionnaire à une Entité ou personne qui au moment du transfert ne serait pas un Actionnaire de la Société, à moins qu'avant le transfert envisagé, le cessionnaire proposé n'envoie au Conseil d'Administration un contrat d'accession inconditionnel à tout pacte d'actionnaires (s'il en existe un) et liant la société signé par lui, avec une copie à chacun des Actionnaires.

(3) Sous réserve des dispositions de tout pacte d'actionnaires (s'il en existe un), entre les Actionnaires et liant la Société, dans le cas où un Actionnaire résidant des Etats-Unis d'Amérique détient (directement ou par l'intermédiaire d'un Affilié) plusieurs classes d'Actions, cet Actionnaire résident des Etats-Unis d'Amérique ne pourra pas transférer d'Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) (directement ou par l'intermédiaire d'un Affilié) à une Entité ou personne sans transférer simultanément à cette Entité ou personne, le même pourcentage de chaque autre classe d'Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) qu'il détient de sorte que le ratio entre les différentes classes d'Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) détenues par cet Actionnaire cédant (directement ou par l'intermédiaire d'un Affilié) avant le transfert reste inchangé après ce transfert.

(4) Tout les transferts ou émissions d'Actions (y compris pour éviter tout doute, les Transferts Autorisés et toute émission d'Actions en vertu du MIP) nécessitent l'avis d'un conseiller fiscal réputé qui confirme que le transfert n'aura pas pour conséquence de transformer la Société en "controlled foreign corporation" au sens de la section 957 du Code. Il peut être renoncé à cette exigence par le consentement à l'unanimité de toutes les personnes résidant aux Etats-Unis d'Amérique détenant chacun directement ou indirectement au moins 10% des droits de vote ou de la valeur des Actions Ordinaires avant ce transfert.

(5) Sauf dans le cas d'un Transfert Autorisé en vertu de l'Article 10, aucun transfert d'Actions à une Entité ou personne qui n'est pas Actionnaire au moment dudit transfert, ne pourra être effectué par un Actionnaire sans le consentement écrit préalable du Conseil d'Administration.

Le consentement écrit préalable du Conseil d'Administration est requis en cas de transfert d'Actions donnant droit aux Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe (tel que défini à l'Article 8(1)) d'exercer leur Droit de Sortie Conjointe Total (tel que défini à l'Article 8(1)) ou leur Droit De Sortie Conjointe Proportionnel (tel que défini à l'Article 8(1)). Dans ce cas, l'Actionnaire Cédant (tel que défini à l'Article 8(1) enverra l'Avis de Transfert décrit à l'Article 8(2) aux Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe avec une copie au Conseil d'Administration. Dans le cas où ce transfert est autorisé par le Conseil d'Administration, alors l'approbation préalable du Conseil d'Administration ne sera pas nécessaire pour les transferts par les Vendeurs Conjointes (tel que défini à l'Article 8(5)) de leurs Actions résultant de l'exercice de leur Droit de Sortie Conjointes Total ou de leur Droit de Sortie Conjointe Proportionnel.

En cas de tout autre transfert envisagé (i.e. un transfert autre qu'un transfert donnant droit à l'exercice d'un Droit de Sortie Conjointe Total ou d'un Droit de Sortie Conjointe Proportionnel ou en cas d'une Obligation de Sortie Conjointe Totale ou d'une Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle (tel que défini à l'Article 9)), l'Actionnaire cédant enverra un avis (l'«Avis d'Approbation Préalable») au président du Conseil d'Administration, avec une copie au Conseil d'Administration contenant les informations suivantes:

- a) le nom (ou le nom de la société) et l'adresse (ou le siège social) de l'acheteur potentiel;
- b) l'identité de la (des) personne(s) ayant le contrôle ultime de l'acheteur potentiel (si ce n'est pas une personne physique);



- c) le nombre d'Actions (par classe d'Actions) à transférer; et
- d) le prix proposé par l'Acheteur Potentiel (tel que défini à l'Article 8(2)) par classe d'Actions.

Dans les quinze (15) jours à compter de la réception de l'Avis d'Approbation Préalable par le président du Conseil d'administration, le président du Conseil d'administration doit convoquer une réunion du Conseil d'administration pour délibérer sur le transfert envisagé.

La réunion du Conseil d'administration doit avoir lieu dans les trente (30) jours qui suivent la réception de l'Avis d'Approbation Préalable.

Dans le cas où le Conseil d'Administration ne vote pas en faveur du transfert, ce transfert ne pourra pas être achevé.

#### **Art. 8. Droit de Sortie Conjointe.**

(1) Dans le cas où un ou plusieurs Actionnaires (les "Actionnaires Cédants") ont l'intention de céder à une Entité ou personne qui n'est pas Actionnaire (le "Cessionnaire") tout ou partie de leurs Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C), ce qui aurait pour conséquence que le Cessionnaire détienne plus de 50% des droits de vote de la Société, les Actionnaires autres que les Actionnaires Cédants (les "Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe") peuvent, à moins que le transfert n'intervienne dans le contexte d'un Transfert Autorisé ou à cause de mort, soit:

a) transférer au Cessionnaire tout (et pas seulement une partie) des Actions qu'ils détiennent conformément aux dispositions suivantes (le "Droit de Sortie Conjointe Total"), ou

b) transférer au Cessionnaire un nombre d'Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) proportionnel au nombre d'Actions (par classe d'Actions) transférées par ces Actionnaire Cédant (le "Droit de Sortie Conjointe Proportionnel"). Toutes les Actions de Préférence sont considérées comme une seule classe d'Actions pour l'exercice du Droit de Sortie Conjointe Proportionnel.

(2) Les Actionnaires Cédants, à réception d'une offre d'un Cessionnaire qui aurait pour conséquence que le Cessionnaire détienne plus de 50% des droits de vote de la Société, devront envoyer un avis (l'«Avis de Transfert») aux Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe avec une copie au Conseil d'Administration incluant les informations suivantes:

a) le nom (ou le nom de la société) et l'adresse (ou le siège social) de l'acheteur potentiel (individuellement ou collectivement, l'«Acheteur Potentiel»);

b) l'identité de la personne ayant le contrôle ultime de l'Acheteur Potentiel (s'il ne s'agit pas d'une personne physique);

c) le nombre d'Actions (par classe d'Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C)) à transférer (les "Actions Offertes");

d) le prix offert par l'Acheteur Potentiel par Action Ordinaire de Classe A et Action Ordinaire de Classe B, dans la mesure où le prix pour les Actions de Préférence sera déterminé par les parties en conformité à tout pacte d'actionnaire (s'il en existe un) liant la Société ainsi que la détermination du prix, l'ajustement du prix ou des dispositions de restitution de prix;

e) les termes et conditions du paiement;

f) la date à laquelle le transfert par les Actionnaires Cédants doit être achevé;

g) tout autres termes et conditions du Transfert permettant d'évaluer l'offre d'un Acheteur Potentiel, y compris, entre autres choses, les garanties de passif ou d'actif, les engagements de restitution de prix ou toutes autres garanties et assurances de nature similaires demandée par l'Acheteur Potentiel ensemble avec les coûts engendrés par le transfert; et

h) si l'Acheteur Potentiel n'est pas un Actionnaire à la date de l'Avis de Transfert, l'engagement de l'Acheteur Potentiel de signer un contrat d'accession à tout pacte d'actionnaire (s'il en existe un) liant la Société.

(3) Dans les quinze (15) jours à compter de la réception de l'Avis de Transfert, les Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe peuvent envoyer à l'Actionnaire Cédant un avis (l'«Avis de Cession Conjointe»), ainsi qu'une copie au Conseil d'Administration et aux autres Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe dans lequel ils:

a) exercent leur Droit de Sortie Conjointe Total conformément aux termes et conditions de l'Avis de Transfert, ou

b) exercent leur Droit de Sortie Conjointe Proportionnel et indiquent le nombre d'Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) qu'ils souhaitent transférer au Cessionnaire, lequel nombre doit être proportionnel au nombre d'Actions (par classe d'Actions) transférées par l'Actionnaire Cédant, conformément aux termes et conditions de l'Avis de Transfert.

(4) Les Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe seront considérés avoir renoncé à l'exercice de leur droit de sortie conjointe relatif au transfert des Actions Offertes dans le cas où aucun Avis de Cession Conjointe n'est envoyé à l'Actionnaire Cédant conformément aux conditions mentionnées dans cet Article 8.

(5) L'Avis de Sortie Conjointe sera considéré comme un engagement inconditionnel et irrévocable de celui qui l'émet:

a) de transférer au bénéficiaire du transfert, de manière concomitante au transfert achevé par l'Actionnaire Cédant, le nombre d'Actions, à l'exclusion pour éviter tout doute, des Actions Traçantes de Classe C)indiqué dans l'Avis de Cession Conjointe conformément aux termes et conditions stipulés dans l'Avis de Transfert;

b) de consentir au cessionnaire les garanties de passif ou d'actif, les engagements de restitution de prix ou tout autre garanties et assurances de nature similaire, que l'Actionnaire Cédant avait accepté de donner à l'Acheteur Potentiel de la manière décrite dans l'Avis de Transfert, dans la mesure où toute obligation d'indemnisation de l'Actionnaire Cédant et de

chacun des Bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe qui a envoyé un Avis de Sortie Conjointe (un "Vendeur Conjoint") en conséquence de leurs engagements seront divisés entre eux sans solidarité et de manière proportionnelle au prix perçu par chacun d'eux en contrepartie du transfert;

c) d'exécuter tout contrat ou document relatif au transfert des Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) au profit du cessionnaire;

d) de délivrer, à la date du transfert, au bénéficiaire du transfert des Actions en contrepartie du paiement du prix des Actions (sujet à déduction en vertu d'un contrat de séquestre ou autre contrat similaire ayant pu être signé à cet égard), tous autres documents nécessaires pour finaliser le transfert des Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) dûment complété et signé; et

e) de supporter les coûts et frais des conseillers (financiers, juridiques, comptables et autres) qui auraient été raisonnablement créés par l'Actionnaire Cédant, dans la mesure où ces coûts et frais seront alloués entre l'Actionnaire Cédant et les Vendeurs Conjoints, sans solidarité et de manière proportionnelle au prix perçu par chacun d'eux en contrepartie du transfert.

(6) Dans le cas de l'exercice du Droit de Cession Conjointe Proportionnel, le nombre d'Actions Offertes qui pourrait être transféré par l'Actionnaire Cédant à l'Acheteur Potentiel devra être réduit proportionnellement au nombre d'Actions transférées par les Vendeurs Conjoints de la manière suivante:

(a) Le nombre maximum "NOA" d'Actions Ordinaires de Classe A qui peuvent être transférées respectivement par l'Actionnaire Cédant et les Cédants Conjoints sera déterminé par application de la formule suivante:

$$\text{NOA} = \text{NTO} \times \text{A/B}$$

Où:

NTO: signifie le nombre d'Actions Offertes qui sont des Actions Ordinaires de Classe A;

A: signifie le nombre d'Actions Ordinaires de Classe A détenues par l'Actionnaire Cédant ou le Vendeur Conjoint concerné;

B: signifie le nombre d'Actions Ordinaires de Classe A détenues par l'Actionnaire Cédant et tous les Vendeurs Conjoints.

Dans le cas où le nombre N n'est pas un nombre entier, les Actions Ordinaires de Classe A seront allouées conformément à la méthode du plus fort reste.

(b) Le nombre maximum "NOB" d'Actions Ordinaires de Classe B qui peut être transféré respectivement par l'Actionnaire Cédant(s) et les Cédants Conjoints sera déterminé par application de la formule suivante:

$$\text{NOB} = \text{NTO} \times \text{A/B}$$

Où:

NTO: signifie le nombre d'Actions Offertes qui sont des Actions Ordinaires de Classe B;

A: signifie le nombre d'Actions Ordinaires de Classe B détenues par l'Actionnaire Cédant ou le Vendeur Conjoint concerné;

B: signifie le nombre d'Actions Ordinaires de Classe B détenues par l'Actionnaire Cédant et tous les Vendeurs Conjoints.

Dans le cas où le nombre N n'est pas un nombre entier, les Actions Ordinaires de Classe B seront allouées conformément à la méthode du plus fort reste.

(c) Le nombre maximum "NP" d'Actions de Préférence qui peut être transféré respectivement par l'Actionnaire Cédant (s) et les Cédants Conjoints sera déterminé par application de la formule suivante:

$$\text{NP} = \text{NTO} \times \text{A/B}$$

Où:

NP: signifie le nombre d'Actions Offertes qui sont des Actions de Préférence;

A: signifie le nombre d'Actions de Préférence détenues par l'Actionnaire Cédant ou le Vendeur Conjoint concerné;

B: signifie le nombre d'Actions de Préférence détenues par l'Actionnaire Cédant et tous les Vendeurs Conjoints.

Dans le cas où le nombre N n'est pas un nombre entier, les Actions de Préférence seront allouées conformément à la méthode du plus fort reste.

(d) Pour éviter tout doute, les Actions Traçantes de Classe C ne seront pas prises en compte dans l'application de la formule sous ce paragraphe 6.

(7) Si le transfert d'Actions Offertes n'est pas finalisé par l'Actionnaire Cédant(s) pour quelque raison que ce soit, l'Actionnaire Cédant(s) n'aura aucune obligation d'acquiescer ou d'autoriser le transfert des Actions de la Société des Vendeurs Conjoints.

(8) Le Droit de Sortie Conjointe total et le Droit de Sortie Conjointe Proportionnel prévus par cet Article ne s'appliquent pas aux transferts réalisés dans le contexte d'une Obligation de Sortie Conjointe Totale ou d'une Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle tels que définis à l'Article 9.

#### **Art. 9. Obligation de Sortie Conjointe.**

(1) Dans le cas où un ou plusieurs Actionnaires détenant au moins 50% des Actions Ordinaires de Classe B (les "Initiateurs") reçoivent d'une Entité ou personne qui n'est pas Actionnaire (autre qu'un Affilié des Initiateurs) (l'«Acheteur»), une offre de bonne foi dans des conditions équitables concernant le transfert:

a) de 100 pour cent des Actions (ce transfert étant ci-après appelé l'«Obligation de Sortie Conjointe Totale»); ou  
b) d'au moins 50% des Actions de la Société (ce transfert étant ci-après appelé l'«Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle»), dans chaque cas, s'ils souhaitent accepter, les Initiateurs ont le droit de demander à tous les autres Actionnaires de transférer à l'Acheteur:

- a) dans le cas d'une Obligation de Sortie Conjointe Totale, toutes leurs Actions, ou
- b) dans le cas d'une Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle, la même proportion d'Actions (par classe d'Actions à l'exception des Actions Traçantes de Classe C) que les Initiateurs, dans chaque cas, selon les termes et conditions décrits dans cet Article.

Toutes les Actions de Préférence seront considérées comme formant une seule classe d'Actions pour ce qui concerne une Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle.

(2) Les Initiateurs doivent notifier les autres Actionnaires et la Société de leur décision d'accepter l'offre résultant en une Obligation de Sortie Conjointe Totale ou une Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle (l'«Avis d'Obligation de Sortie Conjointe»). Dès réception de l'Avis d'Obligation de Sortie Conjointe par les autres Actionnaires, (i) les Initiateurs seront automatiquement et irrévocablement responsables d'agrèer les termes et conditions des contrats finaux relatifs à l'Obligation de Sortie Conjointe Totale et l'Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle pour et au nom des autres Actionnaires et (ii) sauf avec le consentement préalable des Initiateurs, les Actions seront inaliénables (y compris dans le contexte des Transferts Autorisés (tel que définis à l'Article 10)) jusqu'à la première occurrence d'un des événements suivants (A) l'achèvement de l'Obligation de Sortie Conjointe totale ou de l'Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle, (B) la date à laquelle les Initiateurs ont indiqué avoir renoncé à l'Obligation de Sortie Conjointe Totale ou à l'Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle ou (C) 12 mois à compter de la date d'envoi de l'Avis d'Obligation de Sortie Conjointe.

L'Avis d'Obligation de Sortie Conjointe doit contenir les informations suivantes:

- a) le nom (ou le nom de la société) et l'adresse (ou le siège social) de l'Acheteur ou l'identité de la personne ayant le contrôle ultime de l'Acheteur (s'il ne s'agit pas d'une personne physique);
- b) le nombre d'Actions (par classe d'Actions) qui font l'objet de l'Obligation de Sortie Conjointe;
- c) le prix proposé par l'acheteur (ou le prix minimum envisagé si le prix n'est pas finalement fixé avec l'Acheteur au jour de l'Avis d'Obligation de Sortie Conjointe);
- d) en cas de transfert autre qu'une vente payable exclusivement en numéraire ou par des titres financiers librement négociables sur un marché financier réglementé offrant une liquidité comparable à celle du marché d'Euronext Paris du NYSE Euronext (une "Vente Complexe"), une évaluation de bonne foi en Euros de la contrepartie proposée par l'Acheteur;
- e) les méthodes de paiement; et
- f) le cas échéant les autres principaux termes et conditions de l'Obligation de Sortie Conjointe connus à la date d'envoi de l'Avis d'Obligation de Sortie Conjointe.

(3) L'Obligation de Sortie Conjointe doit être achevée au même moment et sous les mêmes conditions de transfert pour tous les Actionnaires (en particulier le prix (numéraire et/ou autre contrepartie) par classe d'Actions, garantie et paiement), pourvu que l'Acheteur puisse avec l'approbation préalable des Initiateurs, offrir à certains Actionnaires de son choix d'apporter leurs Actions au lieu d'un transfert de numéraire, dans la mesure où l'évaluation des Actions apportées et des titres de capital délivrés en contrepartie de leur apport n'excède pas le prix proposé aux autres Actionnaires.

(4) Les Actionnaires doivent transférer toutes leurs Actions en cas d'Obligation de Sortie Conjointe Totale et une partie de leurs Actions (autres que des Actions Traçantes de Classe C) en cas d'Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle, à l'Acheteur au prix ou au prix minimum et selon les termes et conditions mentionnés dans l'Avis d'Obligation de Sortie Conjointe et s'engagent à:

- a) exécuter tout contrat ou document relatif au transfert effectif de toutes leurs Actions en cas d'Obligation de Sortie Conjointe Totale et d'une partie de leurs Actions (sauf pour leurs Actions Traçantes de Classe C en cas d'Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle à l'Acheteur et y compris toute garantie de passif ou d'actif, engagement de restitution de prix, tout contrat de séquestre, s'il en existe un, relatif au transfert du prix ou autre garantie, engagement ou assurance de nature similaire éventuellement envisagé, le cas échéant, dans ces contrats, s'il en existe, dans la mesure où toute obligation d'indemnisation des Actionnaires sera allouée entre eux sans solidarité, proportionnellement au prix reçu respectivement par chacun des Actionnaires en lien avec l'Obligation de Sortie Conjointe;
- b) délivrer à l'Acheteur, à la date du transfert, tout autre document nécessaire à la finalisation du transfert des Actions concernées (autre que les Actions Traçantes de Classe C en cas d'Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle) dûment complété et signé au profit de l'Acheteur; et
- c) supporter les coûts et frais des conseillers (financiers, juridiques, comptables et autres) créés par l'Initiateur en vertu de l'Obligation de Sortie Conjointe, dans la mesure où ces coûts et frais seront alloués entre les Actionnaires sans solidarité, proportionnellement au prix reçu respectivement par chacun en lien avec le transfert. Dans le cas où l'Obligation de Sortie Conjointe ne serait pas finalisée, les coûts et frais des conseillers créés par l'Initiateur seront ajoutés aux coûts et frais qui seront engendrés ou supportés en lien avec une Obligation de Sortie Conjointe subséquente et devront être alloués conformément à ce paragraphe.

**Art. 10. Transferts Autorisés.** Les transferts suivants ne sont pas sujets à l'approbation préalable du Conseil d'Administration ou au Droit de Sortie Conjointe Total ou au Droit de Sortie Conjointe Proportionnel (les "Transferts Autorisés"):

- a) tout transfert d'Actions (autre que les Actions Traçantes de Classe C) entre Actionnaires;
- b) tout transfert d'Actions (autre que les Actions Traçantes de Classe C) de la Société par un Actionnaire à un de ses Affiliés;
- c) tout transfert d'Actions par les Bénéficiaires d'un Droit de Sortie Conjointe résultant de l'exercice d'un Droit de Sortie Conjointe Total ou d'un Droit de Sortie Conjointe Proportionnel conformément aux dispositions de l'Article 8;
- d) tout transfert d'Actions intervenant en lien avec une Obligation de Sortie Conjointe Proportionnelle ou une Obligation de Sortie Conjointe Totale conformément aux dispositions de l'Article 9;
- e) tout transfert d'Actions intervenant en lien avec une Cotation;
- f) tout transfert des Actions Traçantes de Classe C résultant d'un rachat des Actions Traçantes de Classe C conformément à l'Article 12;
- g) tout transfert des Actions Traçantes de Classe C réalisé conformément aux termes et conditions d'un contrat, le cas échéant, passé entre la Société et le détenteur de ces Actions Traçantes de Classe C;
- h) tout transfert d'Actions Traçantes de Classe C à cause de mort aux héritiers respectifs d'un détenteur d'Actions Traçantes de Classe C.

**Art. 11. Règles applicables aux Transferts d'Actions Traçantes de Classe C.** Excepté dans le cas d'un Transfert Autorisé, aucune Action Traçantes de Classe C ne peut être transférée de quelque manière que ce soit pendant une période de dix (10) ans à compter de l'adoption de ces Statuts sans le consentement préalable du Conseil d'Administration.

**Art. 12. Rachat des Actions Traçantes de Classe C.**

(1) Tout ou partie des Actions Traçantes de Classe C peuvent être rachetées au choix de la Société conformément aux termes et conditions d'un contrat le cas échéant passé à cet effet entre la Société et le détenteur de ces Actions Traçantes de Classe C, conformément aux conditions fixées par l'article 49-8 de la Loi.

En cas de rachat conformément aux termes et conditions d'un contrat le cas échéant passé à cet effet entre la Société et le détenteur de ces Actions Traçantes de Classe C, le nombre d'Actions Traçantes de Classe C à racheter sera déterminé conformément aux dispositions de tout calendrier d'acquisition pouvant être agréé entre le détenteur d'Actions Traçantes de Classe C et la Société à tout moment.

(2) Le rachat d'Actions Traçantes de Classe C est soumis aux conditions suivantes:

- a) seules les Actions Traçantes de Classe C peuvent être rachetées;
- b) un rachat ne peut être réalisé qu'en utilisant les sommes disponibles pour distribution conformément à l'article 72-1 de la Loi ou les revenus d'une nouvelle émission d'actions réalisée en vue de procéder à un tel rachat;
- c) un montant égal à la valeur nominale totale de toutes les Actions Traçantes de Classe C ainsi rachetées doit être inclus dans une réserve qui ne peut pas être distribuée aux Actionnaires sauf dans le cas d'une réduction du capital souscrit; cette réserve ne peut s'appliquer que pour l'augmentation du capital souscrit par capitalisation des réserves (ce sous-paragraphe (c) ne s'applique cependant pas à un rachat utilisant les bénéfices d'une nouvelle émission d'Actions réalisées en vue de procéder à un tel rachat).

(3) La Société devra délivrer un avis (l'«Avis d'Achat») à toute personne apparaissant dans le registre d'actionnaires de la société comme le détenteur d'Actions Traçantes de Classe C à racheter, spécifiant le nombre d'Actions Traçantes de Classe C à racheter, le prix d'achat à payer pour ces Actions Traçantes de Classe C et la date à laquelle le prix d'achat de ces Actions Traçantes de Classe C sera dû. Tout Avis d'Achat sera délivré à un détenteur d'Actions Traçantes de Classe C conformément à l'Article 27. Immédiatement après la fin des horaires ouverts le jour spécifié dans l'Avis d'Achat, ce détenteur cessera d'être le détenteur des Actions Traçantes de Classe C mentionnées dans l'Avis d'Achat et il n'apparaîtra plus comme détenteur d'Actions Traçantes de Classe C dans le registre d'actionnaires de la Société. Un tel détenteur d'Actions Traçantes de Classe C n'aura plus aucune prérogative attachée à la qualité d'actionnaire en vertu des actions ainsi rachetées à compter de la date précisée dans l'Avis d'Achat.

(4) Sans préjudice des généralités qui précèdent, toutes les Actions Traçantes de Classe C détenues par un détenteur d'Actions Traçantes de Classe C pourront être rachetées dans les cas suivants:

- a) si le détenteur des Actions Traçantes de Classe C ne respecte pas les dispositions de l'Article 10 (Transferts Autorisés);
- b) si le détenteur des Actions Traçantes de Classe C ne respecte pas les dispositions de l'Article 7 (Règles Générales Applicables aux Transferts d'Actions);
- c) si le détenteur des Actions Traçantes de Classe C ne respecte pas les dispositions de l'Article 9 (Obligation de Sortie Conjointe);
- d) si le détenteur des Actions Traçantes de Classe C ne respecte pas les dispositions de l'Article 11 (Règles applicables aux Transferts d'Actions Traçantes de Classe C);
- e) si le détenteur des Actions Traçantes de Classe C ne respecte pas l'obligation de transfert de toute Action Traçante de Classe C conformément aux termes et conditions d'un contrat passé le cas échéant à cet effet entre la Société et le détenteur de ces Actions Traçantes de Classe C.

(5) Le prix à payer pour les Actions Traçantes de Classe C sera:

a) dans le cas d'un rachat des Actions Traçantes de Classe C à la suite de l'exercice du droit sous tout contrat passé entre la Société et le détenteur de ces Actions Traçantes de Classe C au sujet de ces Actions Traçantes de Classe C, le prix tel que déterminé conformément aux stipulations de ce contrat;

b) dans le cas d'un rachat des Actions Traçantes de Classe C sous les conditions reprises à l'Article 12 (4), égal au prix des actions de Glass Invest que ces Actions Traçantes de Classe C tracent, tel que déterminé conformément à l'annexe 1 des statuts de Glass Invest; et

c) dans tous les autres cas de transfert, égal au prix des actions de Glass Invest que ces Actions Traçantes de Classe C tracent, déterminé au prorata du prix de 100 pour cent des actions et des droits de vote émis par Glass Invest, déterminé de la manière suivante:

i. le prix de 100 pour cent des actions et des droits de vote émis par Glass Invest sera égal au prix de 100 pour cent des actions de préférence AIH détenues par Glass Invest, ajusté pour prendre en compte la dette nette de Glass Invest (qui devra prendre en compte tout engagement hors-bilan ayant la nature d'une indemnité financière et tous passifs fiscaux y compris latents; et

ii. le prix des actions de préférence AIH détenues par Glass Invest sera égal au montant des droits de préférence spécifiques définis dans les statuts d'AIH, tels que calculés conformément aux termes de ces statuts, échus et non payés à la date du transfert si ce montant est positif, et à un (1) Euro si aucun droit de préférence financier n'est dû à la date du transfert,

dans chaque cas (i) moins toutes taxes et charges dues par la Société en lien avec le paiement du prix de rachat payable au détenteur d'Actions Traçantes de Classe C le cas échéant, moins (ii) toutes taxes à payer par la Société au nom du détenteur d'Actions Traçantes de Classe C en lien avec le paiement du prix de rachat au détenteur d'Actions Traçantes de Classe C.

### **Art. 13. Comptes de Réserve et de Prime.**

(1) Pour chaque catégorie d'Actions combinée, il est par les présents créé (i) un compte de prime d'émission général (le "Compte de Prime d'Emission Général") sur lequel seront affectés les fonds reçus de temps à autre le cas échéant comme prime d'émission, et (ii) un compte de réserve en capital général (le "Compte de Réserve en Capital Général") sur lequel seront affectés le cas échéant les fonds reçus de temps à autre comme un apport sans émission d'actions. Sauf s'ils sont déterminés comme un apport à un compte individuel désigné aux Articles 13(2) à 13(8) ci-dessous, tous les apports au Compte de Prime d'Emission Général et Compte de Réserve en Capital Général seront affectés au compte de cet Article 13(1) et applicables à toutes les Actions.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'effectuer des distributions depuis le Compte de Prime d'Emission Général et le Compte de Réserve en Capital Général. Ces distributions devront être effectuées conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(2) La Société peut maintenir un compte de prime d'émission spécial pour les Actions Ordinaires de Classe A (le "Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe A") où sera inscrit le montant ou la valeur de toute prime versée pour les Actions Ordinaires de Classe A (la "Prime des Actions Ordinaires de Classe A"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe A constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut maintenir un compte de réserve en capital spécial (compte 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" du Plan Comptable Luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 (Compte 115)) pour les Actions Ordinaires de Classe A (le "Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe A") où sera inscrit le montant ou la valeur de toutes sommes d'argent versées pour les Actions Ordinaires de Classe A autres que lors d'une émission d'actions (le "Capital Spécial Ordinaire de Classe A"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe A constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'effectuer des distributions depuis le Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe A et le Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe A. Ces distributions devront être effectuées conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(3) La Société peut maintenir un compte de prime d'émission spécial pour les Actions Ordinaires de Classe B (le "Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe B") où sera inscrit le montant ou la valeur de toute prime versée pour les Actions Ordinaires de Classe B (la "Prime des Actions Ordinaires de Classe B"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe B constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut maintenir un compte de réserve en capital spécial (compte 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" du Plan Comptable Luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 (Compte 115)) pour les Actions Ordinaires de Classe B (le "Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe B") où sera inscrit le montant ou la valeur de toutes sommes d'argent versées pour les Actions Ordinaires de Classe B autres que lors d'une émission d'actions (le "Capital Spécial Ordinaire de Classe B"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe B constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'effectuer des distributions depuis le Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe B et le Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe B. Ces distributions devront être effectuées conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(4) La Société peut maintenir un compte spécial de prime d'émission pour les Actions Traçantes de Classe C (le "Compte de Prime d'Emission Des Actions Traçantes de Classe C") sur lequel sera comptabilisé le montant ou la valeur de toute prime payée pour les Actions Traçantes de Classe C (la "Prime d'Emission des Actions Traçantes de Classe C"). Les montants ainsi comptabilisés sur le Compte de Prime d'Emission des Actions Traçantes de Classe C constitueront des réserves distribuables de la Société.

La Société peut maintenir un compte de réserve spécial en capital (compte 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" du Plan Comptable Luxembourgeois tel que régi par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 (Compte 115)) pour les Actions Traçantes de Classe C (le "Compte de Réserve Spécial en Capital des Actions Traçantes de Classe C") sur lequel sera comptabilisé le montant ou la valeur de toute somme payée pour les Actions Traçantes de Classe C autre que lors d'une émission d'actions (le "Capital Spécial des Actions Traçantes de Classe C"). Les montants ainsi comptabilisés sur le Compte de Réserve Spécial en Capital des Actions Traçantes de Classe C constitueront des réserves de la Société librement disponibles.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'une distribution depuis le Compte de Prime d'Emission Des Actions Traçantes de Classe C et le Compte de Réserve Spécial en Capital des Actions Traçantes de Classe C. Une telle distribution sera effectuée conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(5) La Société peut maintenir un compte de prime d'émission spécial pour les Actions de Préférence Senior de Classe A1 (le "Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A1") où sera inscrit le montant ou la valeur de toute prime versée pour les Actions de Préférence Senior de Classe A1 (la "Prime des Actions de Préférence Senior de Classe A1"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A1 constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut maintenir un compte de réserve en capital spécial (compte 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" du Plan Comptable Luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 (Compte 115)) pour les Actions de Préférence Senior de Classe A1 (le "Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A1") où sera inscrit le montant ou la valeur de toutes sommes d'argent versées pour les Actions de Préférence Senior de Classe A1 autres que lors d'une émission d'actions (le "Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A1"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A1 constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'effectuer des distributions depuis le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A1 et le Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A1. Ces distributions devront être effectuées conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(6) La Société peut maintenir un compte de prime d'émission spécial pour les Actions de Préférence Senior de Classe A2 (le "Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A2") où sera inscrit le montant ou la valeur de toute prime versée pour les Actions de Préférence Senior de Classe A2 (la "Prime des Actions de Préférence Senior de Classe A2"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A2 constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut maintenir un compte de réserve en capital spécial (compte 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" du Plan Comptable Luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 (Compte 115)) pour les Actions de Préférence Senior de Classe A2 (le "Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A2") où sera inscrit le montant ou la valeur de toutes sommes d'argent versées pour les Actions de Préférence Senior de Classe A2 autres que lors d'une émission d'actions (le "Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A2"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A2 constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'effectuer des distributions depuis le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A2 et le Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A2. Ces distributions devront être effectuées conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(7) La Société peut maintenir un compte de prime d'émission spécial pour les Actions de Préférence Senior de Classe B (le "Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe B") où sera inscrit le montant ou la valeur de toute prime versée pour les Actions de Préférence Senior de Classe B (la "Prime des Actions de Préférence Senior de Classe B"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe B constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut maintenir un compte de réserve en capital spécial (compte 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" du Plan Comptable Luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 (Compte 115)) pour les Actions de Préférence Senior de Classe B (le "Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe B") où sera inscrit le montant ou la valeur de toutes sommes d'argent versées pour les Actions de Préférence Senior de Classe B autres que lors d'une émission d'actions (le "Capital Spécial de Préférence Senior de Classe B"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe B constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'effectuer des distributions depuis le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe B et le Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe B. Ces distributions devront être effectuées conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(8) La Société peut maintenir un compte de prime d'émission spécial pour les Actions de Préférence Junior de Classe B (le "Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Junior de Classe B") où sera inscrit le montant ou la valeur de toute prime versée pour les Actions de Préférence Junior de Classe B (la "Prime des Actions de Préférence Junior de Classe B"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Junior de Classe B constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut maintenir un compte de réserve en capital spécial (compte 115 "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" du Plan Comptable Luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 (Compte 115)) pour les Actions de Préférence Junior de Classe B (le "Compte de Capital Spécial de Préférence Junior de Classe B") où sera inscrit le montant ou la valeur de toutes sommes d'argent versées pour les Actions de Préférence Junior de Classe B autres que lors d'une émission d'actions (le "Capital Spécial de Préférence Junior de Classe B"). Les montants ainsi inscrits au Compte de Capital Spécial de Préférence Junior de Classe B constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Les Actionnaires ont le droit de décider d'effectuer des distributions depuis le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Junior de Classe B et le Compte de Capital Spécial de Préférence Junior de Classe B. Ces distributions devront être effectuées conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII.

(9) Le Compte de Prime d'Emission Général, le Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe A, le Compte de Prime d'Emission des Actions Ordinaires de Classe B, le Compte de Prime d'Emission des Actions Traçantes de Classe C, le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A1, le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe A2, le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Senior de Classe B et le Compte de Prime d'Emission des Actions de Préférence Junior de Classe B sont ensemble dénommés les "Comptes de Prime d'Emission" et chacun un "Compte de Prime d'Emission".

Le Compte de Réserve en Capital Général, le Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe A, le Compte de Capital Spécial Ordinaire de Classe B, le Compte de Réserve Spécial en Capital des Actions Traçantes de Classe C, le Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A1, le Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe A2, le Compte de Capital Spécial de Préférence Senior de Classe B et le Compte de Capital Spécial de Préférence Junior de Classe B sont ensemble dénommés les "Comptes de Capital Spécial" et chacun un "Compte de Capital Spécial".

### III. Administration - Représentation

#### Art. 14. Nomination et Révocation des Administrateurs.

(1) La Société est gérée par un conseil d'administration (ci-après, le "Conseil d'Administration"), composé d'au moins trois (3) administrateurs et pas plus de sept (7) administrateurs. Les administrateurs ne doivent pas obligatoirement être actionnaires. Les administrateurs seront nommés pour une période qui ne pourra excéder six (6) ans et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des actionnaires prise à la suite d'un vote à la majorité simple.

(2) Les actionnaires peuvent décider de désigner un (1) ou plusieurs administrateurs de catégorie A et un (1) ou plusieurs administrateurs de catégorie B.

(3) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui remplira ses fonctions. Le représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(4) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(5) La désignation et la succession des fonctions du représentant permanent seront soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en son nom et pour son compte propre.

(6) Jusqu'à deux (2) représentants peuvent être nommés conformément aux termes et conditions de tout pacte d'actionnaire (s'il en existe un) liant la Société, afin de participer comme observateur (mais sans droit de vote) à chacune des réunions du Conseil d'Administration (les "Observateurs" et chacun un "Observateur"). Un Observateur peut être révoqué et toute autre personne ou entité nommée à sa place. Un Observateur a le droit de recevoir toute information auxquelles a droit un administrateur de la Société et de recevoir ces informations (y compris les convocations aux réunions) au même moment que les administrateurs. Un Observateur a le droit de participer et de prendre la parole à ces réunions mais n'a pas le droit de voter.

Si une personne morale est nommée Observateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui remplira ses fonctions.

### **Art. 15. Représentation et Pouvoirs.**

(1) Dans les rapports avec les tiers, le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société, sous réserve qu'aient été respectés les termes du présent article.

(2) Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la Loi ou les Statuts relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

(3) Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs. Cependant, si les actionnaires ont nommé deux (2) administrateurs de classe A ou plus et deux (2) administrateurs de classe B ou plus, la Société sera valablement engagée envers les tiers par la signature conjointe de deux (2) administrateurs de classe A et de deux (2) administrateurs de classe B ou par la signature conjointe ou individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration, dans les limites de cette délégation.

(4) Le Conseil d'Administration a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, administrateurs ou non, actionnaires ou non.

(5) Le Conseil d'Administration peut, conformément aux dispositions applicables de la Loi et de l'Article 22, décider de payer des dividendes intérimaires aux actionnaires avant la fin de l'exercice social.

**Art. 16. Gestion quotidienne.** Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateur(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des administrateurs ou mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

### **Art. 17. Procédure.**

(1) Le Conseil d'Administration peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les administrateurs présents à la réunion.

(2) Le Conseil d'Administration peut élire un secrétaire, administrateur ou non, actionnaire de la Société ou non.

(3) Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le président ou par deux (2) administrateurs. Le Conseil d'Administration se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions du Conseil d'Administration seront tenues à Luxembourg.

(4) Il est donné à tous les administrateurs un avis écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil d'Administration au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence est mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil d'Administration.

(5) La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil d'Administration, par écrit donné soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

(6) Les résolutions seront prises à la majorité simple des administrateurs présents et à la condition qu'au moins deux (2) administrateurs de classe A et deux (2) administrateurs de classe B votent en faveur des résolutions dans le cas où l'assemblée générale des actionnaires a nommé deux (2) administrateurs de classe A ou plus et deux (2) administrateurs de classe B ou plus. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les administrateurs participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil d'Administration.

## **IV. Assemblée Générale des Actionnaires**

### **Art. 18. Droits de Vote.**

(1) Chaque Action Ordinaire donne droit à son détenteur à un vote.

(2) Sauf conformément à l'article 46 de la Loi, dont sont issues les dispositions du présent Article 18 ci-dessous et conformément à l'article 68 de la Loi, les Actions de Préférence ne donnent pas à leurs détenteurs le droit de vote aux assemblées générales des actionnaires de la Société.

Les Actionnaires de Préférence auront le droit de voter dans toutes les assemblées générales des Actionnaires appelées à se prononcer sur les sujets suivants:

- a) l'émission de nouvelles Actions auxquelles sont attachés des droits préférentiels;
- b) tout changement dans le taux du dividende préférentiel cumulatif attaché aux Actions de Préférence;
- c) la conversion des Actions de Préférence en Actions Ordinaires;



- d) la réduction du capital de la Société;
- e) tout changement à l'objet social de la Société;
- f) l'émission d'obligations convertibles;
- g) la dissolution de la Société avant son terme;
- h) la transformation de la Société en une société d'une forme juridique différente.

Les Actionnaires de Préférence auront par ailleurs les mêmes droits de vote que les Actionnaires Ordinaires à toutes les assemblées générales des actionnaires lorsqu'en dépit de l'existence de bénéfices disponibles à cet effet, les dividendes cumulatifs préférentiels tels que repris à la Section VII n'auront pas été payés dans leur intégralité pour quelque raison que ce soit pendant une période de deux (2) exercices sociaux successifs et ce jusqu'à ce que tous les dividendes cumulatifs aient été perçus en intégralité.

(3) En ce qui concerne les décisions à prendre par l'assemblée générale des actionnaires concernant les sujets listés sous le point (2) ci-dessus, les Actionnaires de Préférence auront les mêmes droits de vote que les Actionnaires Ordinaires à toutes les assemblées.

(4) Excepté en vertu de ce qui précède, lorsque les Actionnaires de Préférence ont des droits de vote, les Actions de Préférence ne seront pas prise en compte lors de la détermination des conditions de quorum et de majorité aux assemblées générales des Actionnaires;

(5) Lorsqu'une décision des Actionnaires modifie les droits respectifs attachés à une classe d'Actions particulière, cette résolution doit, pour pouvoir être valide, remplir les conditions requises de quorum et de majorité totale mais également dans chaque classe d'Actions.

#### **Art. 19. Convocations, Quorum, Majorité et Procédures de Vote.**

(1) Les Actionnaires peuvent être convoqués à des assemblées générales extraordinaires, ou à une assemblée de classe selon le cas, par le Conseil d'Administration ou le commissaire aux comptes. Les Actionnaires doivent être convoqués à toute assemblée générale suite à la demande faite par les Actionnaires représentant au moins 10% du capital social.

(2) Une convocation écrite à toute assemblée générale, ou à une assemblée de classe, selon le cas, sera envoyée aux Actionnaires concernés et tous les obligataires (le cas échéant) au moins huit (8) jours avant la date prévue pour ladite assemblée conformément à la Loi.

(3) Les assemblées générales des actionnaires et les assemblées de classes se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(4) Si tous les Actionnaires concernés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'assemblée de classe (selon le cas), celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

(5) Sauf disposition contraire de tout pacte d'actionnaires (s'il en existe un) entre les Actionnaires et liant la Société, un Actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne afin de le représenter à toute Assemblée Générale ou assemblée de classe.

(6) Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, organiser l'assemblée générale des actionnaires de sorte qu'elle permette à tout Actionnaire de participer à toute assemblée générale ou assemblée de catégorie par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(7) Tout Actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société à cet effet. Les formulaires de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les Actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société au moins un (1) Jour Ouvré avant la réunion de l'Assemblée Générale ou de l'assemblée de classe (selon le cas). Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni vote ni abstention, sont considérés comme nuls.

(8) Sauf autrement prévu par les présents Statuts, ou dans la mesure où la loi applicable n'exige pas de quorum supérieur, toutes les décisions des actionnaires sont adoptées à la première assemblée générale (la "Première Assemblée Générale") à laquelle 50% au minimum des Actions alors en circulation sont présentes ou représentées.

(9) Dans les cas où les Actionnaires se prononcent sur des sujets autres que la modification des Statuts, si un quorum n'est pas atteint, ou si lors de la Première Assemblée Générale, le quorum n'est plus réuni, la Première Assemblée Générale sera ajournée au Jour Ouvré qui intervient au plus tôt cinq (5) Jours Ouvrés et au plus tard dix (10) Jours Ouvrés suivant la Première Assemblée Générale (ou si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, au Jour Ouvré suivant) au même endroit et à la même heure, et la convocation de cette assemblée générale sera envoyée par le Conseil d'Administration aux Actionnaires dans les vingt-quatre (24) heures de l'ajournement. Le quorum à cette deuxième assemblée générale sera le même que celui de la Première Assemblée Générale (i.e. sera atteint lorsque 50% des détenteurs d'Actions alors en circulation auxquelles sont attaché un droit de vote sont présents ou représentés) et ladite deuxième assemblée générale ne prendra pas de décision.

valable sur des points ne figurant pas à l'ordre du jour de la Première Assemblée Générale de la première convocation envoyée alors aux Actionnaires concernés.

(10) Dans les cas où les Actionnaires se prononcent sur la modification des Statuts, si un quorum n'est pas atteint, ou si lors de la Première Assemblée Générale, le quorum n'est plus réuni, une deuxième assemblée des actionnaires est convoquée, par convocation écrite à tous les Actionnaires concernés et tous les obligataires (le cas échéant) envoyée quinze (15) jours avant la deuxième assemblée des actionnaires et aux moyens de convocations insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la Première Assemblée Générale. Le quorum de ladite deuxième assemblée générale sera le même que celui de la Première Assemblée Générale (i.e. sera atteint lorsque 50% des Actions alors en circulation auxquelles sont attaché un droit de vote sont présents ou représentés) et ladite deuxième assemblée générale ne pourra prendre de décision valable sur des points ne figurant pas à l'ordre du jour de la Première Assemblée Générale sur la première convocation envoyée alors aux Actionnaires concernés.

(11) Sauf stipulation contraire contenue dans les présents Statuts, les résolutions adoptées lors des Assemblées Générales sont adoptées à la majorité simple des votes des Actionnaires présents ou représentés à une assemblée et autorisés à voter à ladite assemblée.

(12) Les sujets précisés au présent article 19(12) sont soumises à l'accord des actionnaires aux conditions déterminées dans ledit article (les "Sujets Réservés"):

a) le vote positif de 66,67% des votes exprimés lors d'une assemblée générale des actionnaires, ou lorsque la consultation écrite des Actionnaires est permise conformément à l'article 19(13), 66,67% des Actions participant valablement à ladite consultation écrite est requise afin d'autoriser:

i. toute acquisition ou vente par la Société des titres de toute entité autre que des Sociétés du Groupe (autre que des titres détenus à des fins de gestion de trésorerie);

ii. la mise en place ou la modification substantielle de tout plan d'intéressement relatif à la gérance (basé sur l'émission d'options et de titres par toute Société du Groupe) (à l'exception du MIP);

iii. une réduction ou un amortissement du capital social de la Société;

iv. une réduction ou un amortissement du capital social d'AIH;

v. la fusion, la scission, ou la liquidation (et la désignation d'un liquidateur) de la Société;

vi. la fusion, la scission, ou la liquidation (et la désignation d'un liquidateur) d'AIH;

vii. les modifications des Statuts (autre que les modifications nécessitant un accord unanime en vertu de la loi applicable);

viii. les modifications des statuts d'AIH (autre que les modifications nécessitant un accord unanime en vertu de la loi applicable);

ix. toute émission d'actions, d'options ou de titres conférant directement ou indirectement, immédiatement ou pour une période différée, accès (par conversion, échange, remboursement, exercice de bons de souscription d'actions ou autrement) à toute personne (autre qu'une Société du Groupe) au capital social de la Société ou les modifications des conditions de tout titre émis;

x. toute émission d'actions, d'options ou de titres conférant directement ou indirectement, immédiatement ou pour une période différée, accès (par conversion, échange, remboursement, exercice de bons de souscription d'actions ou autrement) à toute personne (autre qu'une Société du Groupe) au capital social d'AIH ou les modifications des conditions de tout titre émis.

b) la majorité simple des voix exprimées lors de l'assemblée générale des actionnaires ou lorsqu'une consultation écrite des Actionnaires est permise conformément à l'article 19(13), le vote affirmatif de la majorité simple des détenteurs Actions qui participent valablement à ladite consultation écrite est requis afin d'autoriser:

i. l'approbation des comptes annuels et des comptes annuels consolidés de la Société;

ii. l'approbation des comptes annuels et des comptes annuels consolidés d'AIH;

iii. toute transaction (autre qu'une transaction conclue à des conditions équitables ou lors des affaires courantes) entre une Société du Groupe et l'un (i) des administrateurs ou représentants légaux de (a) la Société ou (b) AIH, (ii) la Société ou (iii) des Actionnaires;

iv. la distribution de dividendes annuels ou la distribution des réserves de la Société;

v. la finalisation de tout processus de cotation de la Société ou d'AIH.

c) tout changement de nationalité de la Société et toute augmentation des engagements des Actionnaires dans la Société nécessite l'accord unanime des Actionnaires et des obligataires (le cas échéant).

d) tout changement de toute stipulation des statuts d'AIH qui nécessite un vote à l'unanimité selon le droit français nécessite le vote à l'unanimité des Actionnaires présents ou représentés lors d'une assemblée générale des actionnaires ou si ledit accord est recherché au moyen d'une consultation écrite des Actionnaires conformément à l'article 19(13), l'accord unanime des Actionnaires participant valablement à ladite consultation écrite.

(13) Consultation écrite

a) sauf si la décision a été prise dans une assemblée générale requise par le droit luxembourgeois, le Conseil d'Administration est libre d'organiser une consultation écrite des Actionnaires ayant le droit de voter. A cette fin, le Conseil d'Administration notifiera à tous les Actionnaires un formulaire de consultation écrite, qui contient le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant le vote pour ou contre ladite résolution ou l'abstention. Tout formulaire de consultation écrite est envoyé conformément aux règles précisées à l'article 27.

b) pour participer valablement à ladite consultation écrite en ce qui concerne une résolution en particulier, un Actionnaire doit cocher l'une des trois cases en ce qui concerne ladite résolution, et renvoyer le formulaire de consultation écrite à la Société dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés après la réception dudit formulaire. Pour éviter tout doute, les Actionnaires de Préférence ne recevront cette consultation écrite que pour information et n'auront pas le droit de voter, sauf si un droit de vote leur est conféré conformément à l'Article 18 ou autrement conformément au droit luxembourgeois.

c) si le formulaire de consultation écrite d'un Actionnaire n'est pas reçu par la Société dans ledit délai de dix (10) Jours Ouvrés, ledit Actionnaire est immédiatement exclu du calcul effectué dans le but de déterminer si le consentement du pourcentage concerné des Actions a été obtenu afin d'approuver ledit accord et ne participe pas valablement à ladite consultation écrite. Les formulaires de consultation écrite qui, en ce qui concerne une résolution, n'indiquent ni intention de vote, ni abstention, sont, en ce qui concerne une résolution, réputés nuls.

d) les résolutions contenues dans un formulaire de consultation écrite sont adoptées lorsque la majorité mentionnée à l'article 19 est atteinte.

## V. Contrôle - Comptes annuels - Affectation des bénéfices

**Art. 20. Contrôle.** Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, tel que prévu par la loi. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes. Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période qui n'excède pas six (6) ans. Leur mandat peut être renouvelé.

### Art. 21. Exercice social et Approbation des Comptes Annuels.

(1) L'exercice social commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et finit le trente-et-un (31) décembre de la même année.

(2) Le Conseil d'Administration devra préparer les comptes annuels conformément à la loi luxembourgeoise et à la pratique comptable. La Société devra s'assurer que les comptes annuels, le rapport annuel et les informations nécessaires à ajouter conformément à la Loi seront disponibles au siège social à compter de la date à laquelle l'assemblée générale à laquelle ils ont été discutés et le cas échéant adoptés est convoquée.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires devra approuver les comptes annuels.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue au siège social de la Société, ou à tout autre endroit dans la même commune tel que stipulé dans la convocation, le 20<sup>ème</sup> jour du mois de mai à 11.00 heures tous les ans. Si ce jour devrait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale des actionnaires pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

### Art. 22. Affectation des bénéfices.

(1) Du bénéfice net annuel de la Société, cinq pour cent (5%) seront alloués à la réserve requise par la loi (la "Réserve Légale"). Ces allocations cesseront d'être obligatoires dès que, et aussi longtemps que, la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

(2) L'assemblée générale des actionnaires déterminera de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net. Elle pourra déclarer de temps à autre le paiement d'un dividende (auquel cas ce dividende devra être payé conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII de ces Statuts), de transférer le solde sur un compte de réserve ou de le reporter à nouveau conformément aux dispositions légales applicables.

(3) Des dividendes intermédiaires pourront être distribués à tout moment, sous réserve des conditions suivantes:

a) le Conseil d'Administration devra préparer des comptes intérimaires;

b) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

c) le Conseil d'Administration doit décider de distribuer des dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

d) le paiement des dividendes intérimaires est effectué conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII des présents Statuts; et

e) les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil d'Administration qui doit vérifier si les conditions prévues aux points (a) à (c) compris ont été remplies.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 23. Dissolution - Liquidation.

(1) La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée selon les conditions prévues à l'article 19. L'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs conformément à l'article 19, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'assemblée générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

(2) Le boni de liquidation (s'il y en a un) résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, est toujours distribué aux Actionnaires conformément au paiement en cascade stipulé à la Section VII des présents Statuts.

## VII. Dividende et Paiement en Cascade

### Art. 24. Droits au Dividende.

(1) Sans préjudice de tout autre droit de participer à des distributions sous les Statuts, les Actions de Préférence Senior de Classe A1 donneront le droit à un dividende préférentiel et cumulatif accumulé quotidiennement et composé annuellement correspondant à 8% de leur valeur nominale et de leur prime d'émission, le cas échéant (le "Dividende de Préférence Senior de Classe A1").

(2) Sans préjudice de tout autre droit de participer à des distributions sous les Statuts, les Actions de Préférence Senior de Classe A2 donneront le droit à un dividende préférentiel et cumulatif accumulé quotidiennement et composé annuellement correspondant à 8% de leur valeur nominale et de leur prime d'émission, le cas échéant (le "Dividende de Préférence Senior de Classe A2").

(3) Sans préjudice de tout autre droit de participer à des distributions sous les Statuts, les Actions de Préférence Senior de Classe B donneront le droit à un dividende préférentiel et cumulatif accumulé quotidiennement et composé annuellement correspondant à 8% de leur valeur nominale et de leur prime d'émission, le cas échéant (le "Dividende de Préférence Senior de Classe B").

(4) Sans préjudice de tout autre droit de participer à des distributions sous les Statuts, les Actions de Préférence Junior de Classe B donneront le droit à un dividende préférentiel et cumulatif accumulé quotidiennement et composé annuellement correspondant à 8% de leur valeur nominale et de leur prime d'émission, le cas échéant (le "Dividende de Préférence Junior").

(5) Chaque Action Traçante de Classe C donne droit à un dividende correspondant au montant de dividendes distribués à la Société par Glass Invest attribués à la détention de vingt-sept (27) actions de classe B émises par Glass Invest (l'«Attribution d'Actions Traçantes Glass Invest»), diminué de toutes taxes et charges dues par la Société en lien avec la distribution de dividendes à chaque Attribution d'Actions Traçantes Glass Invest.

(6) Sans préjudice de tout autre droit de participer à des distributions sous les Statuts, les Actions de Préférence Senior de Classe A1, les Actions Ordinaires de Classe A et les Actions Ordinaires de Classe B donneront le droit à un dividende tel que décidé par l'assemblée générale des actionnaires (le "Dividende Ordinaire").

Le Dividende Ordinaire (s'il en existe un) sera distribué aux détenteurs d'Actions de Préférence Senior de Classe A1, les Actions Ordinaires de Classe A et les Actions Ordinaires de Classe B comme suit: (i) 84,13% aux Actions Ordinaires de Classe B sur une base pari passu et au pro rata, (ii) 5% aux Actions de Préférence Senior de Classe A1 sur une base pari passu et au pro rata et (iii) le solde aux Actions Ordinaires de Classe A sur une base pari passu et au pro rata.

(7) Aucun Dividende de Préférence Junior ou Dividende Ordinaire ne sera déclaré ou payé à aucun moment tant que les Actions de Préférence Senior de Classe A1, les Actions de Préférence Senior de Classe A2 ou les Actions de Préférence Senior de Classe B sont en émission, à moins qu'au même moment que le paiement de ce dividende, les Actions de Préférence Senior de Classe A1, les Actions de Préférence Senior de Classe A2 et les Actions de Préférence Senior de Classe B cessent d'être en émission.

### Art. 25. Paiement en Cascade.

(1) Le produit d'une Vente, d'une Cotation, d'une liquidation ou d'une dissolution ainsi que le produit de toute diminution, remboursement, amortissement ou rachat (autre qu'un rachat d'Actions Traçantes en conformité avec l'Article 12) du capital social de la Société, liquidation ou dissolution de la Société, dividende ou dividende intérimaire ou de distribution de réserves par la Société, doit être partagé, après la satisfaction de toute obligation de premier rang de la Société (y compris, pour éviter tout doute, tout prêt consenti à la Société par un ou plusieurs de ses Actionnaires) et conformément aux dispositions relatives au paiement en cascade prévu dans tout pacte d'actionnaires (le cas échéant) liant la Société, soit en lien avec les Actions ou autrement, dans l'ordre de préférence suivant (ledit paiement en cascade s'applique uniquement aux Actions en circulation à la date de la distribution):

a) premièrement, en paiement, pari passu d'un montant qui correspond à:

i. la valeur nominale et la prime d'émission, le cas échéant, payés pour les Actions de Préférence Senior de Classe A1 et tous les Dividendes de Préférence Senior de Classe A1 accumulés mais non payés;

ii. la valeur nominale et la prime d'émission, le cas échéant, payés pour les Actions de Préférence Senior de Classe A2 et tous les Dividendes de Préférence Senior de Classe A2 accumulés mais non payés; et

iii. la valeur nominale et la prime d'émission, le cas échéant, payés pour les Actions de Préférence Senior de Classe B et tous les Dividendes de Préférence Senior de Classe B accumulés mais non payés;

b) Deuxièmement, en paiement du MIP sur une base pari passu:

i. aux détenteurs d'Actions Traçantes de Classe C, pour un montant, si positif, par Action Traçante de Classe C égal (i) au prix de vente des Actions Traçantes de Classe C, le cas échéant, et au montant des dividendes ou du boni de liquidation attribué à l'Attribution d'Actions Traçantes Glass Invest, le cas échéant (les "Bénéfices"), moins (ii) tous coûts transactionnels nés en lien avec le paiement de ces Bénéfices aux détenteurs d'Actions Traçantes de Classe C, moins (iii) toutes taxes et charges dues par la Société en lien avec le paiement des Bénéfices aux détenteurs des Actions Traçantes de Classe C, le cas échéant, moins (iv) toutes taxes à payer par la Société au nom des détenteurs d'Actions Traçantes de Classe C en lien avec le paiement des Bénéfices aux détenteurs d'Actions Traçantes de Classe C;

ii. tout accord contractuel relatif à une prime que la Société pourrait avoir signé avec certains gérants du Groupe; et

iii. tout autre droit, le cas échéant, déterminés dans tout pacte d'actionnaires (le cas échéant) liant la Société.

c) troisièmement, en paiement sur une base pari passu d'un montant correspondant à la valeur nominale et à la prime d'émission, le cas échéant, payée pour les Actions de Préférence Junior de Classe B et tous les dividendes de Préférence Junior de classe B accumulés mais non payés;

d) quatrièmement, en paiement du Rendement Restant à tous les détenteurs d'Actions de Préférence Senior de Classe A1, d'Actions Ordinaire de Classe A et d'Actions Ordinaires de Classe B comme suit: (i) 84,13% aux Actions Ordinaires de Classe B sur une base pari passu et au pro rata, (ii) 5% aux Actions de Préférence Senior de Classe A1 sur une base pari passu et au pro rata et (iii) le solde aux Actions Ordinaires de Classe A sur une base pari passu et au pro rata.

(2) Pour éviter tout doute, en cas de liquidation de la Société, tout paiement effectué sur les Actions conformément à l'article 25(1) doit être premièrement considéré comme un remboursement de leur montant nominal respectif, du Compte de Prime d'Emission (le cas échéant) et du Compte de Capital Spécial (le cas échéant) et, dès lors qu'ils sont remboursés, lesdits paiements seront alors considérés comme un paiement du boni de liquidation.

## VIII. Définitions

**Art. 26.** En plus des autres termes définis dans d'autres articles de ces Statuts, les termes et expressions suivants auront la signification suivante lorsqu'utilisés avec des majuscules:

"Affilié" désigne, par rapport à une Entité, toute autre Entité qui, directement ou indirectement, par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, Contrôle, est Contrôlée par ou est sous Contrôle commun avec, cette Entité à condition que les sociétés de portefeuille d'un fonds d'investissement ne soient pas considérées comme "Affiliés" de la société de gestion ou de l'actionnaire commandité de ce fonds d'investissement;

"AIH" désigne, ARC International, une société anonyme de droit français enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Boulogne-sur-Mer sous le numéro 575 680 350;

"Jour Ouvré" désigne tout jour de la semaine sauf les samedis, dimanches et jours fériés en France, au Etats-Unis et au Grand-Duché de Luxembourg;

"Code" désigne l'Internal Revenue Code américain de 1986, tel que modifié;

"Contrôle" désigne une Entité qui détient directement ou indirectement une fraction du capital lui donnant la majorité des droits de vote aux assemblées générales d'une autre Entité ou détient seul la majorité des droits de vote de ladite entité en vertu d'un contrat passé avec d'autres actionnaires ou associés, dans la mesure où ce contrat n'est pas en contradiction avec les intérêts de ladite Entité; pour éviter tout doute il est précisé qu'un commandité/une société de gestion est présumée Contrôler un limited partnership / fonds professionnel de capital investissement ou fonds commun de placement à risques qu'il gère ou conseille;

"Entité" désigne toute personne morale ainsi que toute société en participation, fonds commun de placement à risques ou fonds professionnel de capital investissement, limited partnership et toutes organisations similaires ou équivalentes avec personnalité juridique ou non;

"Glass Invest" désigne Glass Invest 1, une société par actions simplifiée de droit français dont le siège social est fixé au 104, avenue du Général de Gaulle, 62510 Arques, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Boulogne-sur-Mer sous le numéro 812 304 210;

"Sociétés du Groupe" désigne la Société, AIH et ses filiales, et "Société du Groupe" désigne chacune d'entre elles;

"Cotation" désigne une admission à la cote de tout ou partie du capital social de la Société, AIH ou de toute Société du Groupe sur tout marché réglementé;

"Loi" désigne la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

"MIP" désigne un plan d'intéressement en actions accordé ou à accorder à tout administrateur, mandataire social ou employé de la Société ou de toute autre Société du Groupe conformément aux termes de tout plan d'intéressement relatif à la gérance;

"Actionnaires Ordinaires" désigne les détenteurs d'Actions Ordinaires et "Actionnaire Ordinaire" désigne chacun d'entre eux;

"Rendement Restant" désigne un montant égal aux bénéfices restant après que les paiements réalisés en vertu de l'Article 24(5) ont été réalisés;

"Vente" désigne le transfert direct ou indirect du Contrôle d'AIH et de ses filiales;

"Actionnaires" désigne un détenteur d'Actions et "Actionnaires" désigne chacun d'entre eux.

## IX. Dispositions Générales

### Art. 27. Notification.

(1) Toute notification, demande ou autre communication données ou effectuées d'après ou en rapport avec les présents Statuts ne seront effectives que si elles ont été faites par écrit et:

- a) remises en main propre avec accusé de réception;
- b) envoyées par courrier recommandé avec accusé de réception;
- c) envoyées par services de coursier international permettant le contrôle de l'envoi et la réception du courrier (tel que Fedex ou DHL);
- d) envoyées par facsimile ou e-mail (qui contiendra une copie scannée de la notification signée) avec confirmation par envoi simultané de l'original de la notification signée

(a) par courrier recommandé avec accusé de réception ou (b) par services de coursier international permettant le contrôle de l'envoi et la réception du courrier (tel que Fedex ou DHL);

à l'adresse et à l'attention du destinataire fournies par l'Actionnaire concerné à la Société (ou à toute autre adresse ou à l'attention de toute autre personne désignée par le destinataire à la Société en conformité avec les stipulations de cet Article 27).

(2) Les notifications seront réputées être:

- a) en cas de remise en main propre, envoyées et reçues à la date de réception,
- b) en cas de courriers recommandés avec accusé de réception, envoyées à la date du cachet de la poste tamponné à la réception de l'envoi et reçues le jour de la première présentation (ou le Jour Ouvré suivant si le jour de la première présentation n'est pas un Jour Ouvré),
- c) en cas de notifications envoyées par service de coursier international, à la date de la levée indiquée par le voucher produit par le service de coursier international et reçues le jour de la première présentation (ou le Jour Ouvré suivant si le jour de la première présentation n'est pas un Jour Ouvré),
- d) en cas de facsimile ou e-mails envoyés avant 18 heures CET, envoyées le jour de l'envoi et reçues le même jour (ou le Jour Ouvré suivant si le jour d'envoi n'est pas un Jour Ouvré),
- e) en cas de facsimile ou e-mails envoyés après 18 heures CET, envoyées et reçues le Jour Ouvré suivant le jour d'envoi.

**Art. 28.** Lors du calcul de la période durant laquelle ou après laquelle un acte est à effectuer ou une mesure à prendre, la date qui est le jour de référence en calculant cette période sera exclue et si le dernier jour de cette période n'est pas un Jour Ouvré, la période prendra fin le Jour Ouvré immédiatement après.

**Art. 29.** Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

**Art. 30.** Tous les points non expressément prévus par les Statuts, sont déterminés conformément au droit applicable.

### *Septième résolution*

L'Assemblée DECIDE d'approuver (i) l'émission des Nouvelles Actions AIH, (ii) la souscription des Nouvelles Actions AIH par Glass Invest 1 et (iii) la modification des statuts de ARC International conformément à l'article 19(12) des Statuts.

### *Frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille Euros (3.000,- EUR).

### *Déclaration*

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. CHEVALIER, J. MEES, J. CORCESSIN, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 30 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20430. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

*Le Receveur (signé): J. THOLL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 7 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197815/2122.

(150221884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Roma Investments, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 720.000,00.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 172.333.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000576/10.

(150239161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Roma Investments, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 720.000,00.**

Siège social: L-2347 Luxembourg, 1, rue du Potager.

R.C.S. Luxembourg B 172.333.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016000577/10.

(150239162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Atlante Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 172.672.

---

*Extrait des résolutions des Associés prises en date du 27 juin 2014*

1. Le mandat de gérant de catégorie A de Monsieur Pascal Oddo, né le 24 février 1952 à Marseille (France) demeurant professionnellement au 148, rue de l'Université, F-75007 Paris est reconduit pour une période illimitée;

2. Les mandats de gérants de catégorie B, de Monsieur Serge KRANCENBLUM, né le 8 octobre 1961 à Metz (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et de Monsieur Pierre-Siffrein GUILLET, né le 10 août 1977 à Carpentras (France), demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg sont reconduits pour une période illimitée;

Référence de publication: 2015197480/15.

(150221573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**U - Propeller 2013-1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 182.612.

---

Le Bilan du 4 Décembre 2013 au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016000724/9.

(150239146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2015.

---

**Branch office of Anglo American International Holdings Limited, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 164.770.

Par résolutions en date du 25 novembre 2015, les administrateurs ont accepté la démission de Madame Lynsey Blair, avec adresse au 9, rue de Dondelange, L-8391 Nospelt de son mandat de représentant permanent avec effet au 23 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015197463/12.

(150221707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Anglo Loma Investments, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 111.827.

*Extrait d'une résolution prise par les associés de la société en date du 23 novembre 2015:*

Mme Lynsey Blair avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet au 23 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015197464/12.

(150221719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Anglo Operations (International) Limited, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 68.630.

*Extrait d'une résolution prise par les associés de la société en date du 23 novembre 2015:*

Mme Lynsey Blair avec adresse professionnelle au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la société avec effet au 23 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015197465/12.

(150221718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---

**Sécurité Services Installation Luxembourg SSI Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5718 Aspelt, 7, rue de Frisange.

R.C.S. Luxembourg B 109.128.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue à Luxembourg en date du 1<sup>er</sup> décembre 2015*

Il résulte dudit procès-verbal que:

1) La démission de M. Abdelaziz BOUTLIOUA, né le 19/09/1961, résident à F-57130 Ancy-sur-Moselle, 32, rue du Goulot (France), en tant que Gérant de la société a été acceptée;

2) Monsieur Guillaume LALLEMAND, né le 23/08/1972 à F-57700 Hayange, résidant à F-57330 Roussy-le-Village, 26, rue des Jardins, a été nommé Gérant en remplacement du Gérant démissionnaire

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

*Pour la société*

Référence de publication: 2015198183/16.

(150221623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

---